



"Une activité volcanique mondiale intense produisant 1 milliard de tonne de CO2 par année change le climat. Alors, passer de 41 milliards (2017) à 40..."

- ▶ **NOTION D'EFFONDREMENT..** (Patrick Reymond) p.1
- ▶ **Sables bitumineux de l'Alberta : un plafond d'émissions rempli de trous** (Philippe Gauthier) p.2
- ▶ **Que valent les projections de production pétrolière?** (Philippe Gauthier) p.5
- ▶ **Comment protéger notre économie ? En protégeant la biodiversité** p.8
- ▶ **Un retrait rapide des lignes d'échouage des glaciers en Antarctique** (Johan Lorck) p.11
- ▶ **Chute du PIB et services publics** (Bertrand Ricque) p.14
- ▶ **Le réchauffement climatique pourrait menacer jusqu'à 50% des espèces d'ici à 2080** p.16
- ▶ **20 fois pire que Minute** (George Rouge) p.19
- ▶ **Piqûre de rappel** (George Rouge) p.21
- ▶ **Deux courbes expliquent pourquoi les systèmes économiques, financiers et (peut-être sociaux) actuels se brisent** p.22

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **Feu vert à la baisse?** (Bruno Bertez) p.26
- ▶ **Le peuple perd. Le marigot de Washington gagne** (Bill Bonner) p.28
- ▶ **L'énigme des taux négatifs élucidée** (Simone Wapler) p.32
- ▶ **Si le risque n'existe plus, l'assurer devient inutile** (Simone Wapler) p.35
- ▶ **Tout va très bien madame la marquise, il faut pourtant que je vous dise** (Bruno Bertez) p.37
- ▶ **Le rêve américain est empêtré dans la dette** p.42
- ▶ **« Hallucinant. Comme les gens votent mal, supprimons le vote !! Les Pays-Bas suppriment le référendum... »** (Charles Sannat) p.44
- ▶ **Economistes et scientifiques s'opposent sur la croissance à long terme** (Kenneth Rogoff) p.46
- ▶ **La crise du « milieu »** p.48
- ▶ **La prospérité allemande est un cauchemar pour 40% de ses citoyens** (Michel Santi) p.49



NOTION D'EFFONDREMENT...

9 Avril 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND

Michel Drac a livré sa notion d'effondrement. A mon avis, elle est fautive, et ceux qui me lisent, connaissent la mienne depuis longtemps.

Pour lui, une crise "normale", n'est pas un effondrement. Une crise est suivie d'un rebond. C'était vrai.

Jusqu'en 1973. Et là, je rejoins parfaitement Jancovici. Celui qui plonge dans la pauvreté involontaire et qui ne peut plus en sortir est bien victime de l'effondrement, et d'un effondrement partiel... Mais réel.

Pour sauver le fonctionnement de la société dans son ensemble, on crée des exclus de plus en plus nombreux. C'est bien un effondrement, celui que j'appelais "en marche d'escaliers". Et à chaque marche, pas de remontée. Le nombre d'exclus, n'a, de fait, jamais diminué. Il peut changer de forme, mais la tendance reste la même. L'étudiant trentenaire, est, de fait, un

chômeur.

Le nombre de protégés, retraités, fonctionnaires, cadres, en bref de gens pas trop maltraités par le système, doit être important pour que le système tienne. Il n'est pas étonnant que la période Giscard ait massivement embauché les fonctionnaires, que Mitterrand ait étendu le statut de la fonction publique, et que les deux aient choyés les retraités (et pré-retraités).

Une crise, actuellement, c'est comme une crise cardiaque. On arrive à faire repartir le coeur avec un électrochoc, mais à chaque fois, les dégâts sont plus importants. Jusqu'à ce que cela ne redémarre plus...

Les "petites" crises n'existent pas. Plus.

Normal que le cheminot ne veuille pas devenir un sacrifié. Même si le cadre parisien, et le retraité le traite de feignasse...

[MENSONGE LATENT:]

Sables bitumineux de l'Alberta : un plafond d'émissions rempli de trous

Philippe Gauthier 9 avril 2018

[NYOUZ2DÉS: ce texte comporte un mensonge latent: il laisse supposer en arrière plan (par son titre, pour débiter) que si le plafond d'émission de l'Alberta ne comportait pas de trous, cette politique de quotas de CO2 permettrait de sauver le climat (du moins en partie). Totalement faux. Pour sauver le climat il faudrait "éteindre" immédiatement et totalement la civilisation industrielle. Et personne ne veut cela. Il en résulterait des famines mondiales épouvantables. Notre civilisation industrielle va bel et bien s'éteindre bientôt, mais la volonté du genre humain n'y sera pour rien.]

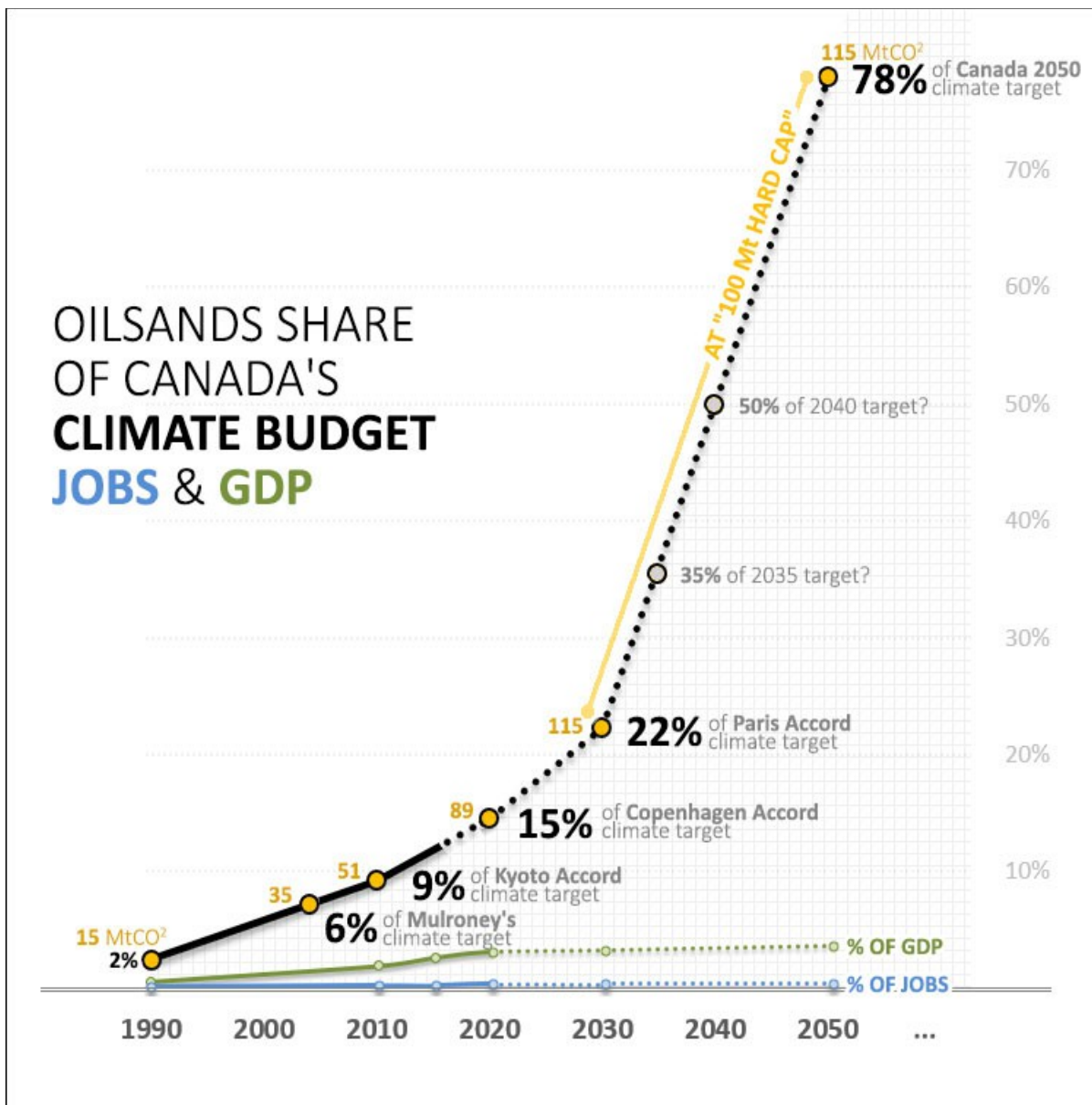
En vertu d'une entente signée en 2016, l'Alberta s'est engagée à limiter à 100 millions de tonnes par année les émissions de gaz à effet de serre liés à l'exploitation des sables bitumineux. On a beaucoup critiqué ce seuil, jugé beaucoup trop élevé. Mais il apparaît maintenant que cette « limite » comporte d'importantes échappatoires – l'équivalent des émissions d'un petit pays comme le Costa Rica ou le Nicaragua.



Il existe six catégories d'échappatoires et d'exceptions au plafond de 100 millions de tonnes :

- La **cogénération électrique** : la production d'électricité effectuée sur place dans les sites miniers, à partir de bitume, ne compte pas dans la limite des 100 mégatonnes. La cogénération pourrait émettre jusqu'à 6 millions de tonnes de CO2 par année dès 2030.
- **Production de pétrole primaire** : Le pétrole primaire est celui qui suinte naturellement du sable, sans qu'on ait besoin d'utiliser de chaleur pour le séparer. Sa production pourrait atteindre 4 millions de tonnes en 2030.
- Usines de **valorisation du bitume** : Ces installations transforment le bitume en brut synthétique prêt au raffinage. La construction de nouvelles usines, ou l'agrandissement de celles qui existent déjà, sont exemptés de la limite de 100 mégatonnes, jusqu'à concurrence de 10 millions de tonnes. Les projets déjà annoncés représentent des émissions de 4 millions de tonnes en 2030.
- Toutes les **émissions produites en Saskatchewan** : Une partie des gisements de sable bitumineux s'étend jusqu'en Saskatchewan. L'exploitation faite dans cette province n'est évidemment pas liée par les engagements de l'Alberta. Cette production pourrait représenter 2 millions de tonnes de CO2 en 2030.
- La « **récupération améliorée** » : Les projets relevant de cette catégorie ne sont pas sujets à la limite de 100 mégatonnes. Il n'en existe toujours pas de définition et l'Alberta est seule à décider quel projet se qualifie ou non pour cette exception, qui ne comporte aucun plafond d'émissions des CO2.
- Les « **projets expérimentaux** » : Une autre catégorie non définie et sans plafond. Les projets de flottes de camions sans conducteurs ou d'usines de bitume robotisées pourraient peut-être se qualifier.

Au total, ces échappatoires représentent au moins 16 millions de tonnes de CO2 par année dès 2030, sans compter les deux dernières catégories encore non définies dont on ignore forcément l'impact. C'est l'équivalent des émissions de la Nouvelle-Écosse ou de petits pays d'Amérique Centrale qui échappent à tout contrôle en dépit du fameux plafond d'émissions de 100 millions de tonnes.



OILSANDS AS % OF CANADA'S CLIMATE TARGETS, JOBS & GDP – Historical oilsands GHG from National Inventory Reports. Projections from Dec2017 submission to UNFCCC (NC7) are 89 MtCO₂ by 2020 and 115 MtCO₂ by 2030. Chart values beyond 2030 are based on stabilizing at 115 MtCO₂ thru 2050. Alberta's "100 MtCO₂ HARD CAP" has six loopholes that allow emissions much beyond 100 MtCO₂. NC7 projects 115 MtCO₂ in 2030 that fit under cap. Targets for 2035 and 2040 have not been set yet will be required by Paris Accord (Article 4.9); each with increased ambition. Illustrative example targets shown in chart are based on straight line reduction from 2030 to 2050 targets. Historical direct oilsands < 0.3% of national jobs (StatCan, CER). Historical direct oilsands GDP data from StatCan. Projected jobs and gdp based in current amount per bbl multiplied by projected barrels (NC7)...compared to projected economic growth for economy as a whole (NC7). Chart by Barry Saxifrage at VisualCarbon and NationalObserver.com. Feb 2018

Part des sables bitumineux dans le budget carbone du Canada.

Le plus grave, c'est que ce plafond trop élevé, assorti d'échappatoires géantes, annule tous les efforts de réduction des émissions de carbone du Canada. Les sables bitumineux, qui constituent actuellement 22 % du budget carbone canadien pourraient représenter 78 % de toutes les émissions du pays en 2050.

Source :

[‘Hard cap’ for oilsands climate pollution has loopholes the size of Nova Scotia](#)

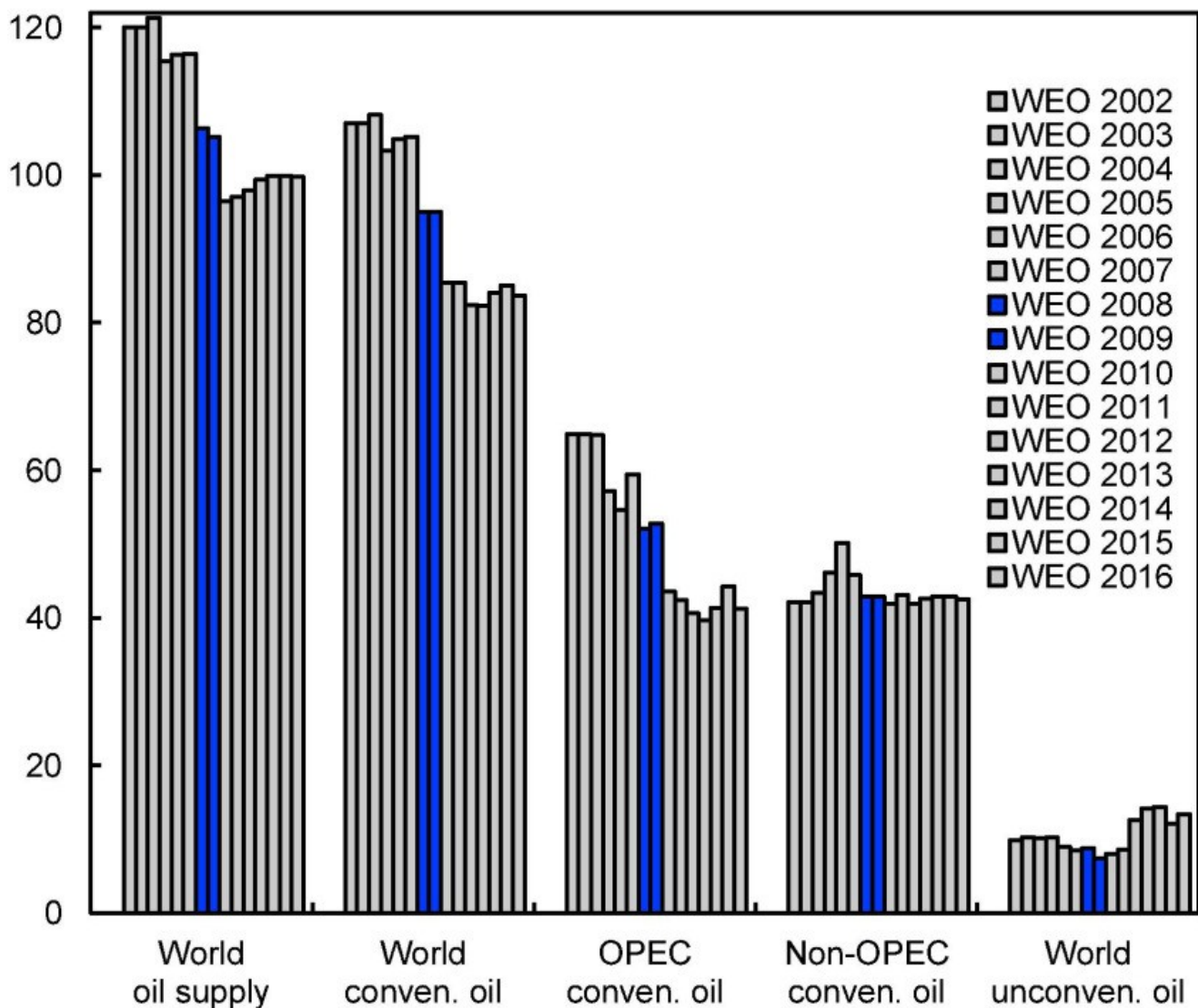
Que valent les projections de production pétrolière?

Philippe Gauthier 8 avril 2018

[NYOUZ2DÉS: ce que l'AIE ne calcule pas (comme les autres) c'est qu'il faut une infrastructure industrielle à base de pétrole pour produire du pétrole. Il faut de l'énergie pour produire de l'énergie (et, en fait, pour TOUT produire). Donc, si le pétrole devient plus rare (ce qu'il fera) cet événement produira des problèmes à la puissance 2.]

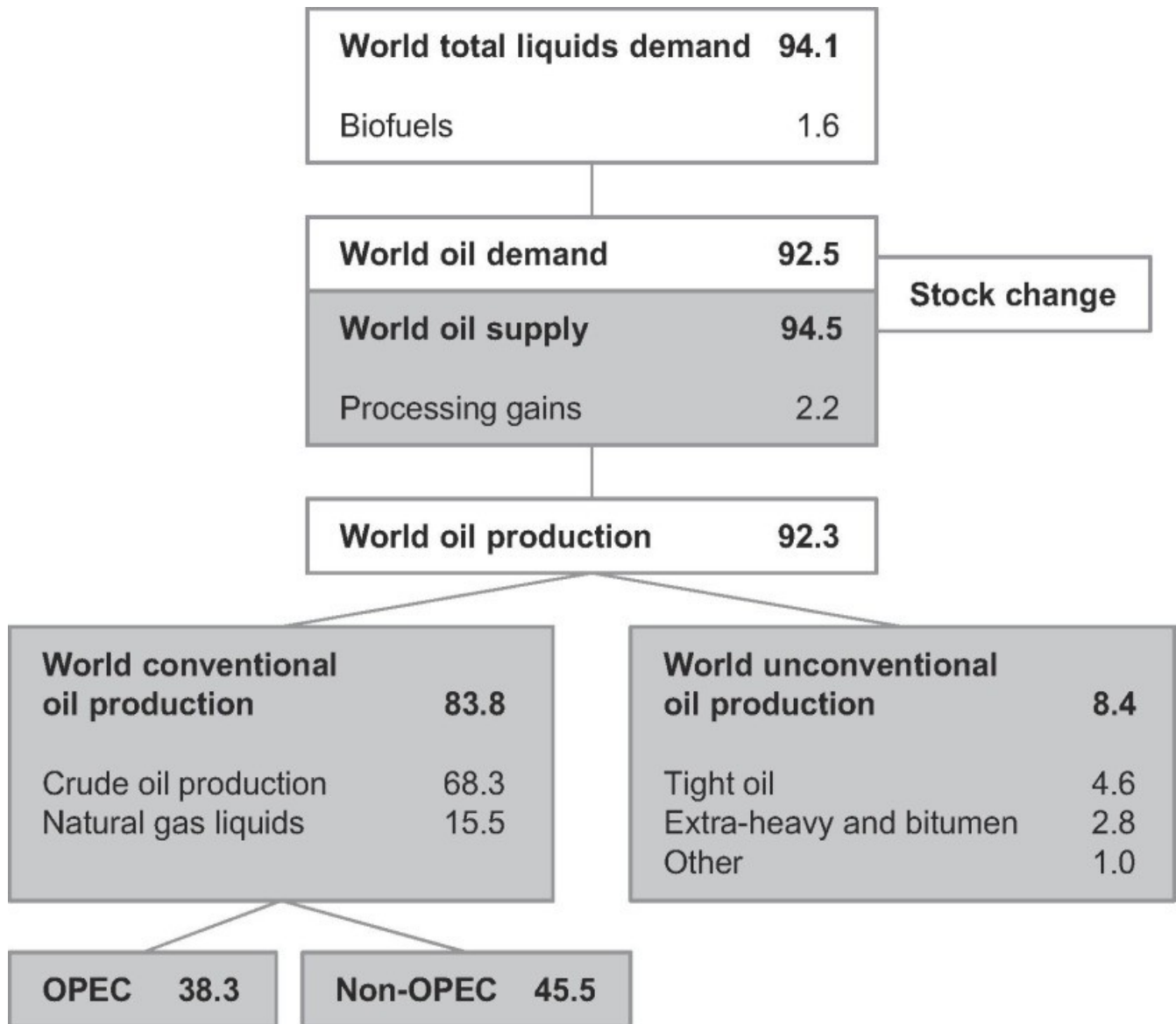
Que valent les projections de production pétrolière de l'Agence internationale de l'énergie? Une étude récente s'est penchée sur le sujet, suivant l'évolution des données publiées dans les rapports annuels *World Energy Outlook* (WEO) de 2000 à 2016 et comparant ces projections aux résultats réels observés depuis. Il apparaît que la marge d'erreur demeure significative et que les décideurs politiques devraient mieux tenir compte de cette incertitude, notamment celle qui concerne le pétrole non conventionnel et la production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

Production in 2030 (Mb/d)



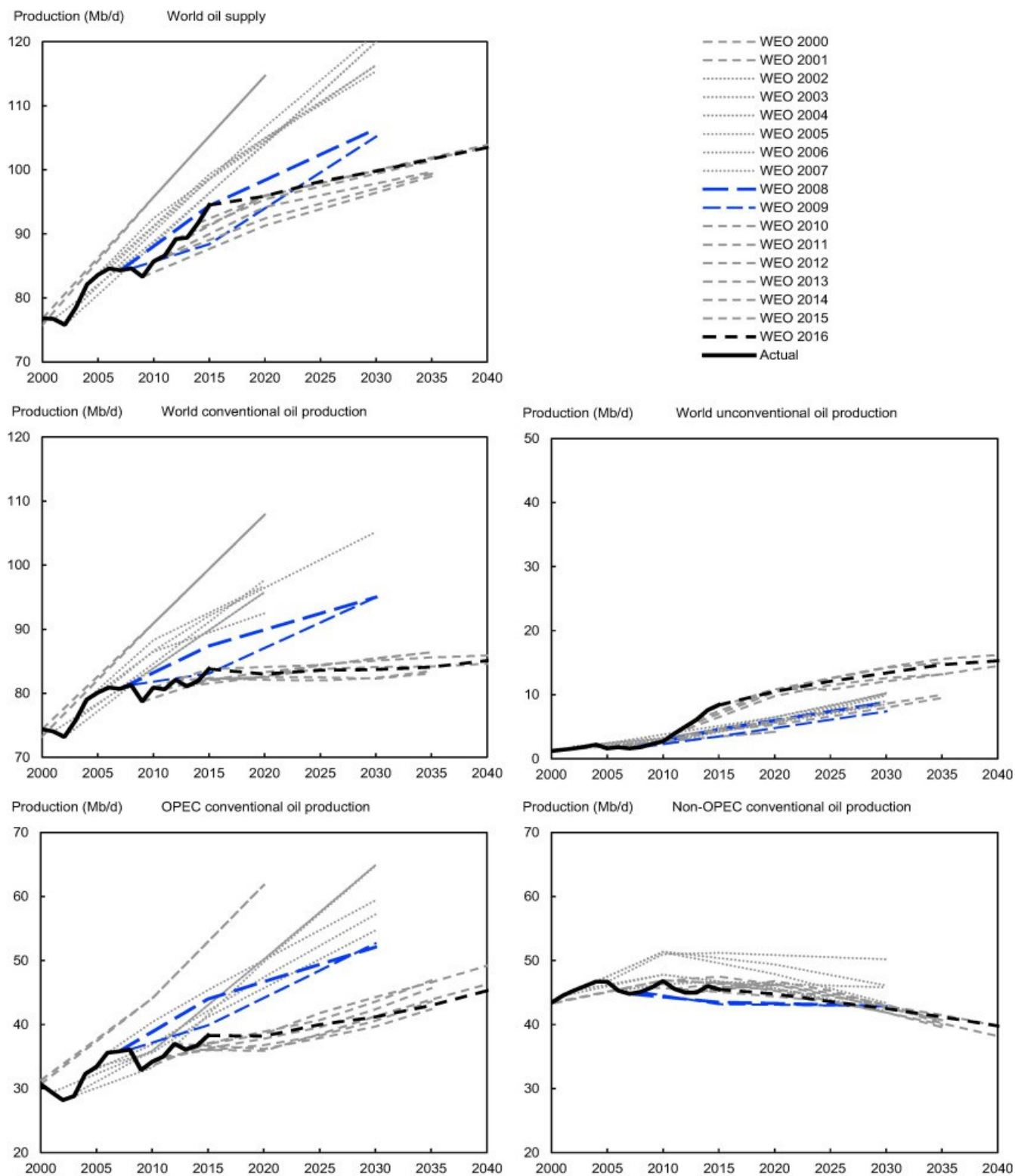
Projections pour 2030 pour diverses catégories, selon l'année de publication.

Si l'on étudie les différentes éditions annuelles du WEO, on note que les projections d'approvisionnement mondial en pétrole ont été revues à la baisse en trois grandes étapes : 2001-2002, 2007-2008 et 2009-2010. Les estimations sont reparties à la hausse après 2010. Une analyse plus fine des données indique que les révisions à la baisse sont liées à la production de l'OPEP, tandis que les projections hors OPEP sont demeurées relativement stables.



Comment se répartissent les carburants liquides produits en 2016.

Comment ces projections ont-elles résisté à l'épreuve des faits? Dans l'ensemble, l'erreur moyenne est un peu plus élevée dans les scénarios anciens (2000-2007) que dans les plus récents (2008-2015). Il apparaît aussi que les projections ont été plus précises pour le pétrole conventionnel que pour le non conventionnel. Enfin, dans la catégorie du conventionnel, les projections concernant l'OPEP ont été moins précises que celles visant la production hors OPEP.



Production réelle et projections selon l'année de publication.

En ce qui concerne **l'ensemble de la production mondiale**, l'erreur moyenne est de 4 % sur un horizon de cinq ans et de 7 % sur dix ans. Les scénarios récents présentent une erreur de 3,7 % sur cinq ans. Les scénarios anciens comportent 12 % de sous-estimations, 1 % de scénarios neutres et 87 % de surestimations. Les scénarios récents comportent 64 % de sous-estimations, 11 % de scénarios neutres et 25 % de surestimations.

Les projections relatives à la **production mondiale de pétrole conventionnel** affichent des tendances similaires. L'erreur moyenne est de 3,3 et de 9,2 % sur des horizons de cinq et dix ans, mais de 2,8 % seulement pour les scénarios sur cinq ans les plus récents. L'erreur moyenne pour la production de l'OPEP est de 8,9 et 13,7 % pour cinq et dix ans, mais de 4,8 et 6,5 % seulement pour la production hors OPEP. L'erreur dépasse 30 % pour les projections sur plus de dix ans concernant l'OPEP.

L'erreur moyenne dépasse parfois les 50 % en ce qui concerne le **pétrole non conventionnel**. Cette difficulté d'estimation s'explique par deux facteurs. D'une part, la technologie utilisée est récente et encore mal connue. D'autre part, les quantités produites sont beaucoup plus faibles, ce qui fait que de petites différences de production en quantités absolues se traduisent par de grands pourcentages de variation. La définition de « pétrole non conventionnel » tend aussi à évoluer dans le temps, ce qui accroît l'incertitude liée aux données. Fait à noter, les projections surestiment en général la production issue des sables bitumineux canadiens tout en sous-estimant celle des schistes américains.

L'incertitude est encore plus élevée en matière de **prix du pétrole**. Elle atteint respectivement 17, 37 et 67 % sur des horizons de un, cinq et huit ans. En appliquant cette incertitude à la projection du WEO 2016 pour 2020 (78 \$ du baril) on peut déterminer que le prix du pétrole a 58 % des chances de se situer entre 49 et 107 \$, et 89 % des chances d'être dans une fourchette comprise entre 20 et 135 \$.

Les auteurs de l'étude en concluent que les décideurs devraient mieux tenir compte de l'incertitude inhérente à ce genre de projections et baser leurs décisions sur un éventail de résultats possibles plutôt que simplement sur les chiffres publiés. Ils observent aussi que la modélisation s'est raffinée ces dernières années et que les résultats gagnent en précision. Il reste toutefois beaucoup de travail à faire pour améliorer les projections relatives au pétrole de schiste et à la production de l'OPEP.

Source :

Henrik Wachtmeister, Petter Henke et Mikael Höök, [Oil projections in retrospect : Revisions, accuracy and current uncertainty](#)

Comment protéger notre économie ? En protégeant la biodiversité

Clément Fournier 6 avril 2018

[NYOUZ2DÉS: pardi, personne n'avait encore pensé à cette solution. Léger détail: c'est totalement incompatible avec la vie humaine. Pour devenir 100% écologique, il faudrait: ne plus fabriquer d'autos, de routes, de maisons, d'avions, d'électricité, de téléphones, d'ordinateurs, cesser toute agriculture, baisser la population mondiale immédiatement de 99%, etc. Et même cela ne fonctionnerait pas: tous les objets déjà produit à ce jour par notre civilisation industrielle sont de trop. Les détruire demanderait trop d'énergie... polluante.]

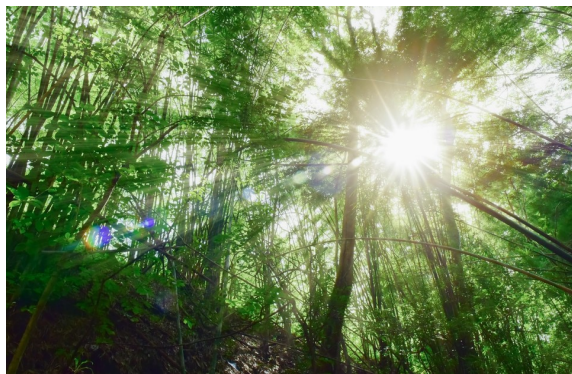


Et si protéger la biodiversité était le plus grand service que l'on pouvait rendre à l'économie ? C'est en tout cas ce qu'estiment une équipe de chercheurs et d'experts dans une nouvelle étude.

Aujourd'hui, une grande partie du temps et de l'énergie déployée dans le monde politique, dans les médias ou dans certains cercles d'expert est dédiée à une question « Comment protéger notre économie ? ». Ou pour le dire autrement, comment augmenter nos rendements économiques, comment gagner de l'argent, comment produire plus.

Si l'on peut légitimement s'interroger sur la pertinence de ces questions, reste qu'elles semblent aujourd'hui fondamentales pour une bonne partie de nos sociétés, qui ne cesse d'essayer de trouver des moyens de valoriser et d'optimiser le système économique. Eh bien une [étude récemment publiée par un groupe de chercheurs internationaux dans dans la revue « Current Opinion in Environmental Sustainability »](#) donne une piste intéressante (à laquelle bien peu avaient pensé jusqu'ici) : protéger la biodiversité pour protéger notre économie.

L'économie a besoin de la biodiversité



Eh oui ! Cela paraîtra évident à ceux qui s'intéressent aux questions écologiques, mais le système économique dépend bel et bien de l'écosystème naturel et de sa biodiversité. Ce constat qui avait semble-t-il échappé aux économistes et aux politiques vient cependant d'être confirmé par une équipe de scientifiques et d'experts variés (biologistes, économistes,

politiques, conservationnistes) : l'économie ne fonctionne que si l'écosystème fonctionne.

C'est logique. Sans biodiversité, pas d'agriculture. Sans biodiversité, pas de recherche pharmaceutique, pas de biomimétisme. Sans biodiversité, pas de production de matières premières renouvelables (dont on aura bien besoin lorsque celles qui ne le sont pas seront épuisées). Sans biodiversité, pas de stabilité des écosystèmes, pas de résilience des territoires. En gros, sans biodiversité, difficile de faire des affaires. Et donc, tout aussi logiquement, si l'on ne protège pas la biodiversité, le système économique fonctionne mal et perd de l'argent : une étude publiée il y a quelques mois avait estimé que le monde perdrait jusqu'à 7% de son PIB d'ici 2050 à cause de la perte de la biodiversité.

Mais l'étude publiée dans le Current Opinion in Environmental Sustainability va encore plus loin.

Pour protéger l'économie, investissons dans la protection de la biodiversité

En effet, l'étude montre que non seulement l'économie souffre quand la biodiversité disparaît, mais aussi que protéger la biodiversité pourrait être un investissement rentable pour l'économie.

En effet, selon les experts à l'origine de l'étude, chaque dollar investi dans la protection de la biodiversité permettrait de gagner entre 3 et 7 dollars pour l'ensemble du système économique. En effet, en protégeant les forêts, on réduit les coûts liés à la lutte contre le réchauffement climatique en faisant baisser nos émissions nettes. En protégeant la biodiversité, on optimise le fonctionnement des écosystèmes, et donc de l'agriculture ou des industries forestières. En protégeant la biodiversité, on réduit les coûts des catastrophes sanitaires et environnementales.

En résumé : en matière de biodiversité, c'est un peu comme en matière de santé. Il vaut parfois mieux investir pour protéger et prévenir que de dépenser pour soigner et réparer. Si l'on peut éviter une extinction de masse des espèces animales, on évitera une vraie catastrophe pour l'économie mondiale, et surtout, pour les sociétés mondiales.

Économie et biodiversité : une relation compliquée



Le problème, c'est qu'économie en bonne santé ne rime pas toujours (rarement, même) avec protection de la biodiversité. La tendance depuis des années est plutôt inverse : plus l'économie se porte bien, plus la croissance est au rendez-vous, plus la biodiversité souffre. En effet, puisque les coûts économiques de la disparition de la biodiversité sont décalés dans le temps et qu'ils ne sont pas intégrés aux calculs de rentabilité ou de PIB, les acteurs économiques n'ont aujourd'hui pratiquement aucun intérêt à mettre en oeuvre des mesures de protection des espèces animales ou végétales.

Il va donc falloir que des réglementations soient mises en place, que des investissements soient décidés, et sans doute, aussi que l'on change notre paradigme sur l'économie et la croissance.

Un retrait rapide des lignes d'échouage des glaciers en Antarctique

Par Johan Lorck le avril 8, 2018

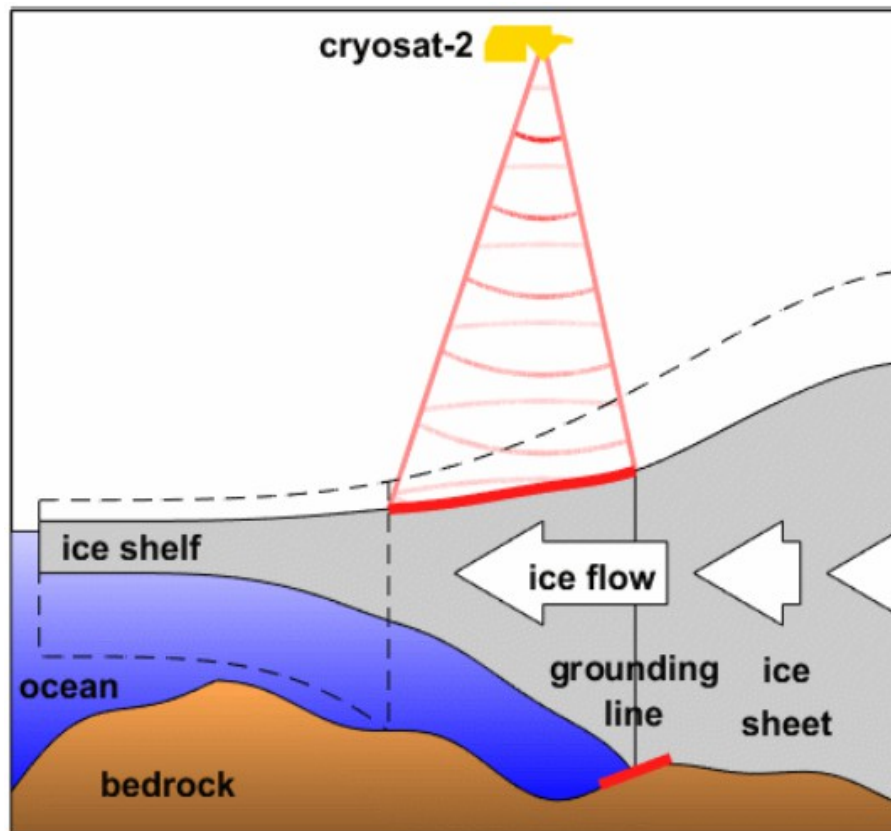
La grande calotte de l'Antarctique est menacée par le réchauffement de l'océan qui attaque les lignes d'échouage sous ses plateformes de glace. Une nouvelle étude en apporte la confirmation sur la base des données du satellite CryoSat-2 de l'Agence spatiale européenne.

Une [nouvelle étude](#), publiée aujourd'hui dans *Nature Geoscience*, montre que l'océan Austral a fondu 1 463 km² de glace sous-marine de l'Antarctique entre 2010 et 2016.

Les recherches ont été menées par le Centre britannique d'observation et de modélisation polaires (CPOM) de l'Université de Leeds. Elles ont permis de produire une carte complète de l'évolution des régions côtières sous-marines de l'Antarctique. La plupart des glaciers s'écoulent directement dans l'océan dans de profondes fosses sous-marines. La ligne d'échouage est la zone située entre la partie où les glaces flottent et celle où elles reposent sur la terre. C'est une zone cruciale pour la stabilité des glaciers de l'Antarctique.

Les lignes d'échouage se trouvent généralement à un kilomètre ou plus sous le niveau de la mer et sont inaccessibles même aux sous-marins, de sorte que les méthodes de télédétection sont extrêmement précieuses.

L'équipe a pu suivre le mouvement de la ligne d'ancrage de l'Antarctique en utilisant CryoSat-2, de l'Agence spatiale européenne, sur 16 000 km du littoral. Bien que CryoSat-2 soit conçu pour mesurer les changements d'élévation de la calotte glaciaire, ceux-ci peuvent être traduits pour calculer le retrait des lignes d'échouage. On peut voir ci-dessous comment CryoSat-2 permet de suivre l'évolution sous-marine :



Animation montrant comment le mouvement horizontal des lignes d'échouage des glaciers est détecté en utilisant les mesures par satellite du changement d'élévation. Crédit: Hannes Konrad et al, Université de Leeds.

L'équipe, dirigée Hannes Konrad, de l'Université de Leeds, a constaté que la ligne d'échouage a reculé à un rythme extrêmement rapide dans huit des 65 plus grands glaciers de la calotte antarctique. Depuis la dernière période glaciaire, le recul était d'environ 25 mètres par an. Le retrait de la ligne d'échouage sur ces glaciers est cinq fois plus important.

Entre 2010 et 2016, 10,7% des lignes d'échouage de l'antarctique ont reculé plus vite que 25 mètres par an. Seuls 1,9% ont avancé plus vite que 25 mètres par an.

Les chercheurs ont identifié d'importantes différences régionales : le recul des lignes d'échouage

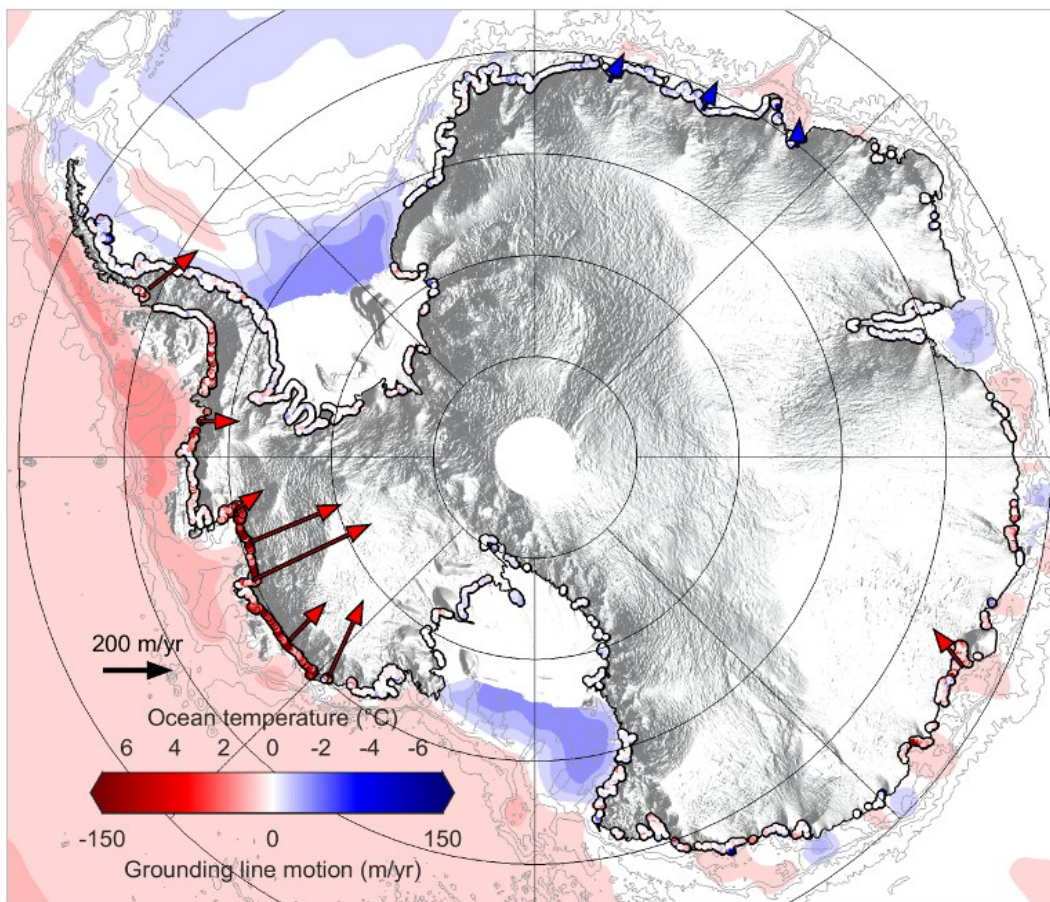
concerne 9,5% de la péninsule antarctique, 21,7% de l'Antarctique de l'Ouest (dont 59,4% dans le secteur de la mer d'Amundsen) et seulement 3,3% de l'Antarctique de l'Est.

	Retreating	Advancing	Total area change (km ² /yr)
East Antarctic Ice Sheet	3.3%	2.2%	-6±42
Antarctic Peninsula	9.5%	3.5%	-26±24
West Antarctic Ice Sheet	21.7%	0.7%	-177±48
Weddell Sea	1.1%	0.8%	1±7
Ross Sea	4.7%	0.8%	-7±7
Amundsen Sea	59.4%	0.8%	-162±31
Bellingshausen Sea	17.4%	0.1%	-9±4
Total	10.7%	1.9%	-209±113

Table S1. Fractions of the grounding line retreating or advancing faster than 25 m/yr in the various parts of Antarctica, as well as grounded area change rates in our surveyed sections.

Les plus gros changements ont donc été observés dans l'Antarctique de l'Ouest, où un cinquième de la calotte glaciaire a reculé plus rapidement que le rythme de la déglaciation.

Le recul de la ligne d'échouage élimine les frictions, conduisant à accélérer le mouvement des glaciers et à contribuer à l'élévation globale du niveau de la mer.



Carte montrant les taux de migration de la ligne d'échouage et leur coïncidence avec les conditions océaniques autour de l'Antarctique entre 2010 et 2016 (températures du fond

*marin: Locarnini et al., 2013. World Ocean Atlas 2013, 2013. World Ocean Atlas 2013, Volume 1: Temperature. S. Levitus, Ed., A. Mishonov Technical Ed.; NOAA Atlas NESDIS 73, 40 pp.).
Grounding line locations are from Rignot et al., 2013, Science 341 (6143), pp. 266-270.
Credit : Hannes Konrad et al, University of Leeds.*

Les chercheurs ont également fait une découverte. Bien que le retrait de la ligne d'écouage du glacier Thwaites en Antarctique de l'Ouest ait accéléré, le glacier Pine Island voisin – qui était jusqu'à récemment l'un des plus rapides du continent – s'est arrêté après une débâcle impressionnante ces 40 dernières années.

Les deux glaciers, Thwaites et Pine Island, sont situés dans la région de l'Antarctique de l'Ouest, qui représente l'une des plus grandes sources potentielles d'élévation du niveau de la mer. C'est la partie du continent la plus sensible au réchauffement climatique. Si elle fondait totalement, elle pourrait entraîner une élévation du niveau de la mer de 4 à 5 mètres. Un glacier comme le Thwaites a un potentiel de 60 centimètres mais il faudrait un ou deux siècles pour qu'il fonde intégralement. Pour le moment, le glacier de Pine Island représente à lui seul 25% de la hausse du niveau de la mer imputable à l'Antarctique occidental.

Au cours des 40 dernières années, les glaciers qui s'écoulent dans le secteur de la mer d'Amundsen ont fondu à un rythme accéléré. Plusieurs modèles numériques laissent entendre qu'un retrait inexorable de la ligne d'échouage est en cours.

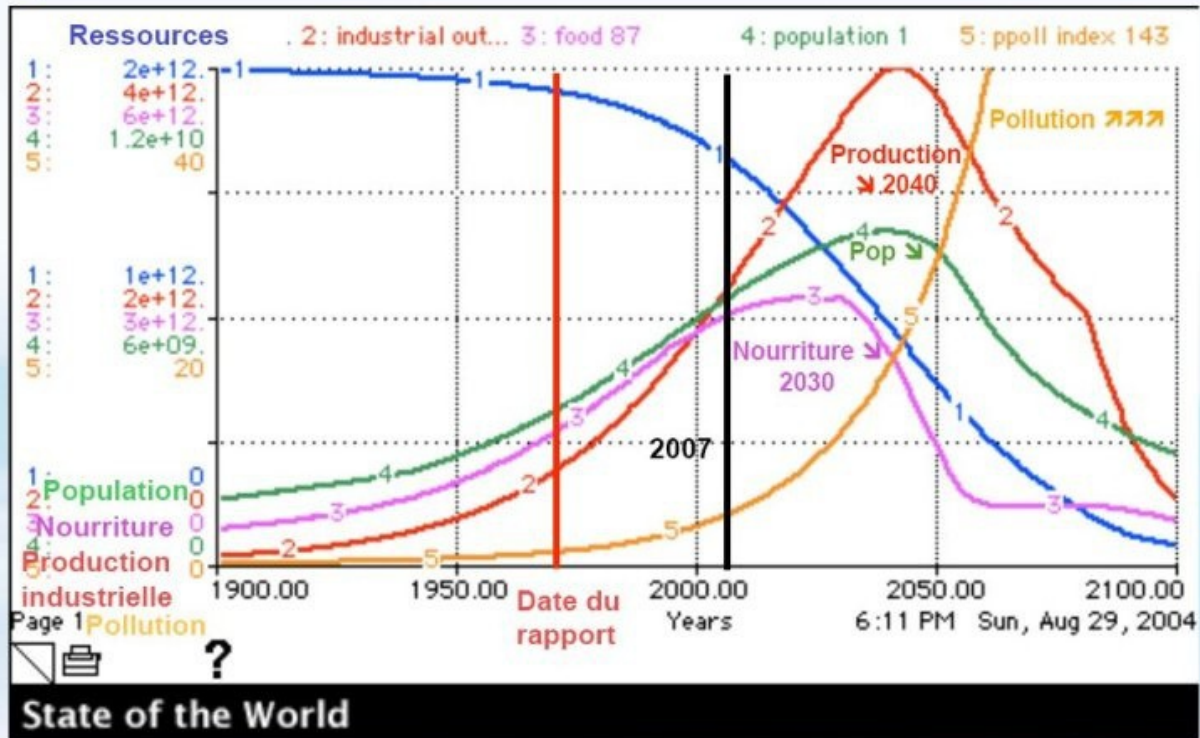
Une étude publiée en 2014 par des chercheurs de l'université Irvine et de la NASA avait montré un fort accroissement de la vitesse d'écoulement des glaciers Thwaites et Pine Island dans la mer d'Amundsen. Les pertes sont telles que la désintégration de ces glaciers est désormais jugée irréversible, rien ne pouvant plus les empêcher de fondre dans la mer. Les températures de la mer d'Amundsen et de la mer de Bellingshausen ont augmenté depuis les années 60, selon les données océanographiques.

Chute du PIB et services publics

Bertrand Ricque 3 avril 2018

J'aime bien ce graphique car il a des unités en ordonnée, contrairement à la plupart de ceux que l'on peut trouver par ailleurs.

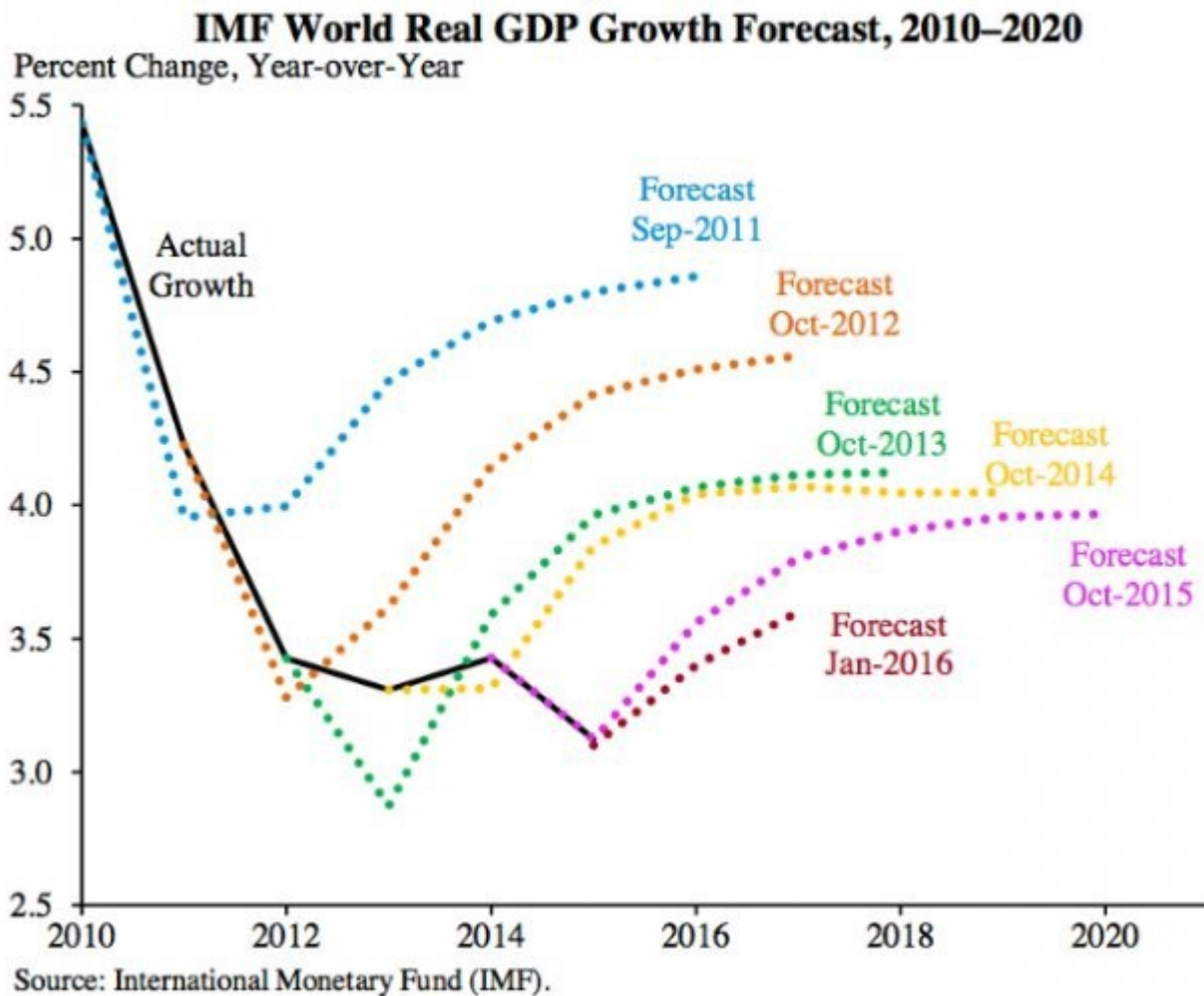
Le « message » du Club de Rome : tout va bien... avant que tout aille mal



Scénario « business as usual » du rapport Meadows (The Limits To Growth, improprement traduit en Français par « halte à la croissance ? »)

Jean-Marc Jancovici - ENSMP mai 2008 - www.manicore.com

Si l'on regarde le scénario 1 qui me semble être celui sur lequel on est (je me demande au passage pourquoi on passe son temps à parler de scénario 3), on voit que la production industrielle (le cœur du PIB) sera en 2050 ce qu'elle était en 2000. Soit une chute de 56% par rapport à 2016. Dans le scénario 3, ce niveau est plutôt atteint en 2080. Si on coupe la poire en deux (en temps pas en %) (pas très rigoureux), on perd 38% en 2050. Cela fait donc entre 1,1% et 1,6% de perte de PIB par an. Les prévisions de croissance du FMI baissent d'un peu moins de 0,5% par an.



Questions :

1 - quand est-ce que la prévision de croissance du PIB mondial du FMI va devenir systématiquement négative ?

2 - quand est-ce qu'on va arrêter de demander une augmentation à notre employeur ?

Le réchauffement climatique pourrait menacer jusqu'à 50% des espèces d'ici à 2080

20 Minutes avec AFP Publié le 14/03/18

CLIMAT Des chercheurs ont étudié la situation climatique de 80.000 espèces dans 33 régions du monde jugées « prioritaires »...



Le réchauffement climatique est responsable de la multiplication par cinq des épisodes de records de température enregistrés à travers le monde. — *Fabrice Coffrini afp.com*

Les chercheurs des universités d'East Anglia (Royaume Uni) et James-Cook (Australie) tirent la sonnette d'alarme. De Madagascar à l'Amazonie et jusque dans les Grandes plaines américaines, [le dérèglement climatique](#) pourrait menacer entre un quart et la moitié des espèces d'ici à 2080 dans 33 régions du monde parmi les plus riches [en biodiversité](#), selon un rapport paru ce mercredi.

A +4,5°C de réchauffement par rapport à la Révolution industrielle, horizon qui se dessinerait si rien n'était fait pour réduire [les émissions de gaz à effet de serre](#), 48 % des espèces seraient susceptibles de disparaître au niveau local.

Un risque divisé par deux si la hausse de température était contenue

« La biodiversité mondiale va souffrir terriblement au cours de ce siècle, à moins que nous fassions tout ce qui est en notre pouvoir » contre cela, prévient [le Fonds mondial pour la nature \(WWF\)](#), qui a co-produit l'étude, présentée comme la plus complète sur cette trentaine de zones.

Ce risque serait en effet divisé par deux si la hausse de la température moyenne était contenue à +2°C, limite fixée dans [l'accord de Paris](#) adopté en 2015 sous l'égide de l'ONU, note cette analyse publiée par la revue *Climatic Change*.



WWF Climate & Energy

@climateWWF



.@manupulgarvidal: If we want a sustainable future, we must join the dots between climate and biodiversity and the other social and economic development challenges that we face - new blog ow.ly/ES3130iUSdU @earthhour @wwf_uk @WWF @DeonNelWWF @WWF_DG

18:44 - 13 mars 2018

♡ 294 💬 128 personnes parlent à ce sujet

Pics de chaleur, moindres précipitations, sécheresses...

[Les scientifiques](#) ont étudié la situation climatique de 80.000 espèces dans 33 régions jugées « prioritaires », aussi uniques et diverses que l'Amazonie, le désert de Namibie, l'Himalaya, Bornéo, le lac Baïkal ou le sud [du Chili](#).

Les saisons aujourd'hui exceptionnellement chaudes devraient y devenir la norme, parfois dès 2030, et même avec un réchauffement limité à +2°C. Pics de chaleur plus notables, moindres précipitations, [sécheresses durables](#) sont attendus en de nombreux endroits. Sur ces zones, plus de la moitié de la surface (56 %) resterait vivable à +2°C. A +4,5°C, cette part pourrait tomber jusqu'à 18 % : ce que le WWF appelle des zones « refuges ».

Faune et flore affectées

[Les plantes](#) devraient être particulièrement affectées, plus lentes à s'adapter, bougeant moins facilement. Ce qui en retour pourra nuire aux animaux en dépendant. A +4.5°C, 69 % des espèces de plantes risquent de disparaître [en Amazonie](#).

Du côté animal, reptiles et amphibiens ont plus de risques d'être « dépassés » que les oiseaux ou les mammifères, plus mobiles. Beaucoup dépendront en effet de la capacité des espèces à bouger pour suivre leur climat de prédilection : Pourront-elles suivre ? Seront-elles bloquées, par exemple par des villes, des montagnes ? Auront-elles, à l'arrivée, un endroit pour vivre ? Conclusion : « Il faudra faire des efforts bien plus importants pour garder la hausse des températures à leur minimum absolu », insiste le WWF.

20 fois pire que Minute

George Rouge 16 & 21mars 2018

Le 15 mars je reçois ces trois liens :

[Le réchauffement climatique pourrait menacer jusqu'à 50 ... \[article ci-dessus\] – 20 Minutes Environnement](#) Le réchauffement climatique pourrait menacer jusqu'à ...

[L'agonie d'un ours polaire devient le symbole du ... – YouTube](#)

Ma réaction :

« pourrait » et « menacer », deux hypothèses qui font disparaître les chocs en retour sur l'homme

qui croit pouvoir continuer à vivre sans le reste du monde.

C'est ça le message.

Ce n'est pas un appel à la conversion artisanale :

c'est un constat sans recours possible,

faussetment hypothétique,

et démobilisateur.

C'est 20 minutes.

20 fois pire que Minute.



<http://www.alertes-meteo.com/nuages/mer/mountains.jpg>

réaction de mon informatrice :

Il n'y a pas que 20 minutes qui publie cet article, il y a une dizaine d'autres 'médias', Cet article est un rapport publié par la revue Climatic Change, WWF et une ONG.

Ma réponse :

Oui, une revue et 2 ONG qui prônent la transition énergétique, font la promotion des énergies renouvelables, et pour lesquelles notre niveau de vie n'est pas négociable.

Compatibles avec le macronisme le plus libéral qui soit.

Donc toujours pas de conversion artisanale à l'horizon.

Une collègue vient de passer dans mon bureau,

je lui montre la vidéo de l'ours,

elle me dit « oui je l'ai déjà vue, elle circule sur internet »

Et puis ? Et puis rien. Elle est un archétype de la beauf' attitude,

à l'exact opposé des militants du CTCE qui partagent sa sensibilité.

16 mars en fin de journée :

La publication sur ce blog de la vidéo de l'ours irait dans le sens de 20 Minutes : de l'émotion mais pas d'action adéquate.

D'ailleurs il y a un paradoxe :

[Le grand frisson](#) appelle à s'ouvrir à notre ressenti, alors que là ce n'est que de l'émotion sans passage à l'acte.

D'où vient la différence ?

Les ours ce ne sont que les ours. Au final on s'en fout.

Tandis que le réchauffement climatique nous emporte tous. Pour le coup on est dans le déni.

Ce n'est pas comparable.

21 mars :

Exact, Mayane : une cantine bio va changer quoi ? Va-t-elle faire revenir les oiseaux ?

Alors qu'un territoire en conversion artisanale,

un territoire grand comme l'EPN, de plus de 100 000 habitants,

qui dit ce qu'il fait et qui affiche ses objectifs de sortir,

non pas seulement du nucléaire,

non pas seulement des énergies fossiles,

mais aussi de notre dépendance aux énergies renouvelables, et à l'électricité, car il n'existe pas d'électricité propre, ni généralisable ni substituable au pétrole,

là oui, les oiseaux reviendront peut-être,

s'il n'est pas trop tard,

grâce à l'arrêt des pesticides qui ne seront plus utiles, grâce à l'abandon des écrans qui ne

seront plus nécessaires et l'arrêt de l'émission des ondes.

Piqûre de rappel

George Rouge 4 avril 2018

Au café philo des Associés dimanche dernier, Michel me faisait remarquer que je ne lisais que des ouvrages orientés toujours dans le même sens, à l'exemple de celui que je leur présentais : [La guerre secrète contre les peuples](#), de [Claire Séverac](#), [décédée](#) depuis la parution de son ouvrage en 2015. [Reste à savoir de quoi elle est morte...](#)

Non je ne lis pas toujours ce genre d'ouvrages. Mais quand je trouve que je commence à être gagné par la pensée dominante omniprésente qui nous inculque que tout va bien, je cours m'inoculer une sorte d'auto-conditionnement inverse que me dit de regarder ailleurs, là où non, tout ne va pas bien. Car cette vision-là ne vient pas toute seule à nous, il faut aller la chercher.

C'était d'ailleurs dans le thème de la séance de ce 1er avril : « Est-ce que je crois ce que je vois ou est-ce que je vois ce que je crois ? »

Et aujourd'hui, deux liens nous sont proposés par Evelyne :

[Alerte sur la dégradation des sols et son impact sur les humains ...](#)

[60 % des sols sont fortement dégradés et mettent en péril la ... – Novethic](#)

Là non plus, tout ne va pas bien.

Exemple emprunté à la conclusion de l'un des deux liens : « La terre devenant plus aride, elle se dégrade. Cela favorise les sécheresses, les incendies, la désertification, ainsi que la pollution de l'air par la mort des plantes et des arbres absorbant les gaz atmosphériques, responsables du changement climatique. La boucle est bouclée ! »

Et alors ? Qu'en concluent ces articles ? Rien. « Achetez-nous notre feuille de chou, notre but sera atteint » semblent-ils penser.

Autrement dit, même ces lectures ne servent à rien si l'on en reste à leur niveau d'analyse, à leur absence de proposition d'action pour tenter de s'en tirer. Car à y regarder de près ils disent d'un côté que nous sommes foutus, et de l'autre qu'il n'y a rien à faire. Même passé un seuil de non-retour ils nous disent de continuer ! Si ça n'est pas de la double injonction contradictoire, ça !

Bon tout ça pour dire que je ne me satisfais pas des « bonnes » nouvelles qui nous entourent et que, si, nous pouvons encore tenter quelque chose, du genre une conversion artisanale.

Je suis catastrophiste et optimiste à certaines conditions qui ne sont pas encore remplies, pendant que d'autres sont optimistes et suicidaires.



Deux courbes expliquent pourquoi les systèmes économiques, financiers et (peut-être sociaux) actuels se brisent

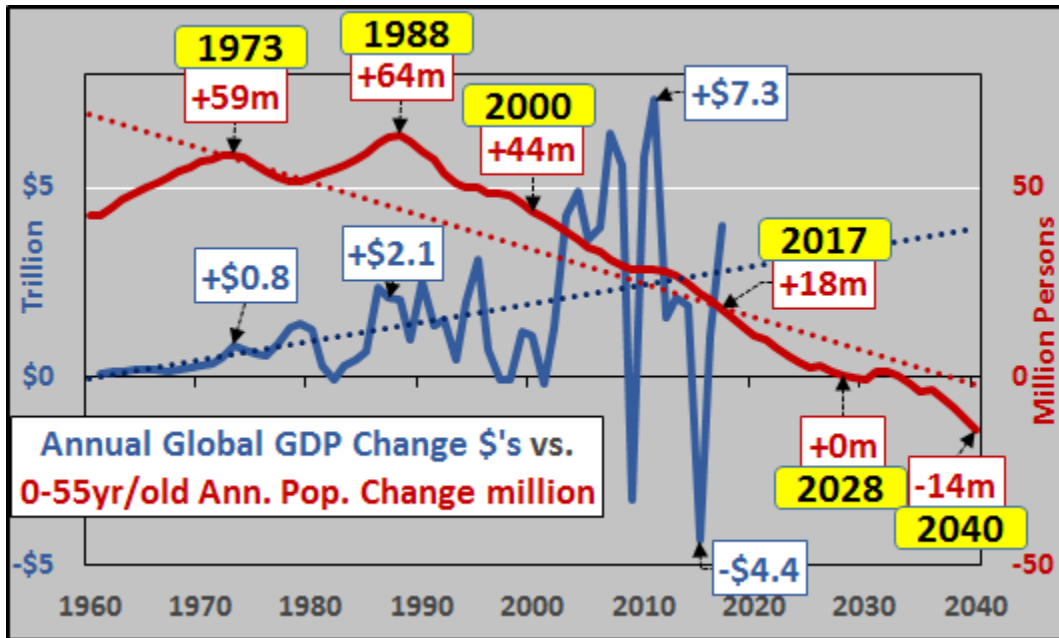
Par Chris Hamilton – Le 28 janvier 2018 – Source [Econimica](#)



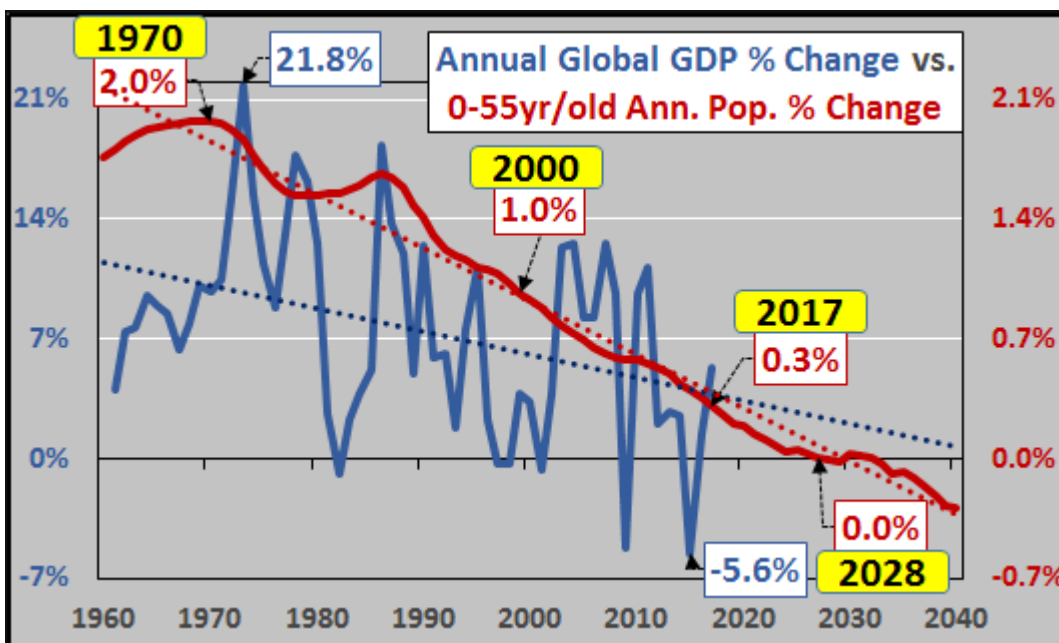
La croissance ne concerne pas un nombre de personnes mais un nombre de *personnes en plus*. Donc, ce n'est pas un argument de dire que la population mondiale de 7,4 milliards est énorme... mais si nous vérifions sous le capot, nous allons trouver que la croissance tant vantée n'est pas ce qu'on nous a vendu.

Si nous isolons le changement annuel dans la population mondiale de 0 à 55 ans (moins l'Afrique... expliqué [ICI](#)) nous voyons que la croissance démographique annuelle a décéléré de 77%. On peut aussi dire que nous ajoutons 49 millions de personnes de 0 à 55 ans en moins par an qu'au cours du pic de croissance en 1988. D'ici dix ans, la population mondiale de moins de

55 ans (hors Afrique) cessera de croître et commencera une période de dépopulation jamais vue [sauf pendant les grandes pestes, NdT]. En fait, les estimations prospectives sont basées sur la variante moyenne plus « optimiste » de l'ONU... La réalité sera presque certainement plus basse. Pendant ce temps, la croissance annuelle du PIB mondial en dollars a fortement fluctué, d'une croissance record à des baisses record sans précédent (graphique ci-dessous).

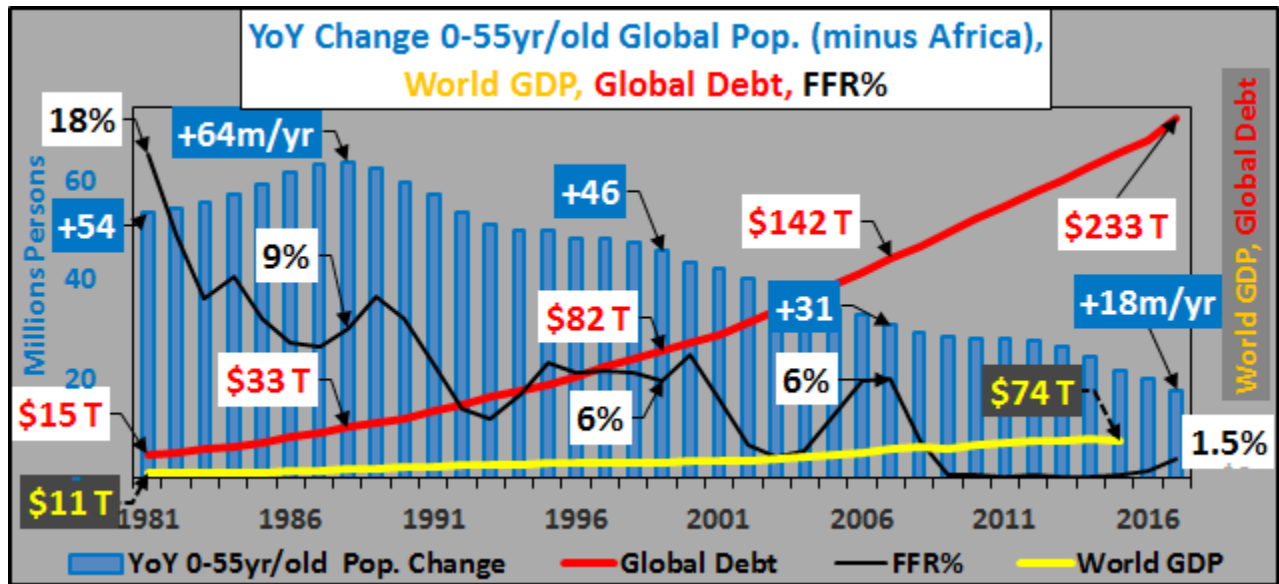


Ci dessous, je reprends les mêmes données, mais cette fois exprimées en pourcentage. La croissance annuelle en pourcentage de la population mondiale âgée de 0 à 55 ans (hors Afrique) a décéléré, partant de +2% par an jusqu'à seulement +0,26% en 2018. De même, la variation annuelle du PIB mondial en pourcentage tend vers des hauts et des bas moins amples.



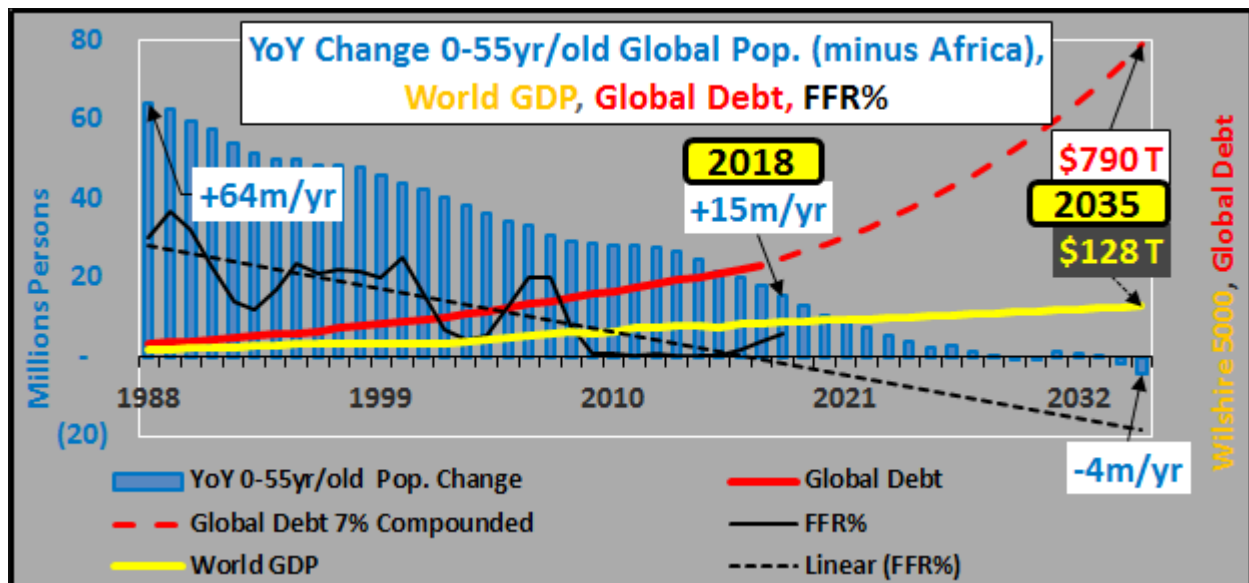
En raison du ralentissement de la croissance organique parmi les populations de consommateurs potentiels, la version synthétique de la croissance a été substituée par la

réduction des taux d'intérêt et l'endettement pour alimenter une nouvelle capacité de décélération (et bientôt une diminution de la population) et d'endettement pour alimenter la consommation des consommateurs. Le résultat, comme le montre le graphique ci-dessous, est une croissance disproportionnée des dettes par rapport à la croissance économique réelle.



FFR : Taux de base de la FED

Et pour une meilleure estimation de ce qui se passe... Voici la diminution de la population potentielle d'enfants, donc du nombre potentiel de nouveaux acheteurs de maison, de voitures, de contribuables, d'employés... par rapport à un endettement excessif et des politiques de taux d'intérêt aux effets profondément négatifs.



La Fed et les banques centrales du monde veulent que les économies croissent à des taux bien au-delà de ce que la croissance organique peut supporter. Plus les banques centrales interviennent pour contraindre les populations dont la croissance en volume décélère (et avec elle la croissance économique potentielle) plus le risque d'effondrement s'accroît si on pousse cette logique jusqu'au bout et plus la durée et la gravité du rééquilibrage final seront

longues et profondes. L'une des nombreuses failles de l'économie moderne impulsée par les banques centrales est l'idée selon laquelle la croissance économique consiste à augmenter la capacité ou la production. En termes simples, peu importe combien de gadgets ou à quel point vous pouvez les rendre efficaces s'il y a une décélération de la croissance et bientôt une quantité décroissante d'acheteurs potentiels à l'autre bout de la chaîne.

Chris Hamilton Traduit par Hervé, relu par Cat pour le Saker Francophone

SECTION ÉCONOMIE



Les évolutions de la masse monétaire mondiale annoncent un ralentissement économique

Publié le 9 avril 2018 à 17:00:22 / 2 commentaires / 635 vues

Les indicateurs monétaires clés des États-Unis, de l'Europe, du Japon et de la Chine sont en train de clignoter, un ralentissement économique au cours de cette année... Lire la suite



Olivier Delamarche: « On nous dit régulièrement que la dette japonaise est détenue par les japonais eux-mêmes... C'est faux ! »

Publié le 9 avril 2018 à 22:09:50 / 3 commentaires / 733 vues

Olivier Delamarche: « Alors autre chose, ne croyez pas ce que quelques économistes nous racontent régulièrement comme quoi on s'en fout de la

dette japonaise... Lire la suite



Olivier Delamarche: "Parallèle entre l'économie mondiale et le Titanic !"



Nicolas Chéron: Marchés financiers: comme un Avril 2018: parfum de 2008 ? premier qui

La dette publique US s'est accrue de 162,3 milliards \$ en 22 jours et atteint un nouveau sommet à plus de 21 120 milliards \$

Le 09 Avr 2018 à 20:54:06 / 2 Commentaires / 505 vues



Selon les données mises en ligne le jeudi 05 Avril 2018 **le portail internet du Trésor américain** et pour la première fois de son histoire, la dette publique américaine vient de franchir à la hausse la barre des **21.100 milliards de dollars**. La dette publique américaine s'est donc accrue de près de 162,3 milliards de dollars en 22 jours et atteint dorénavant un nouveau sommet historique à plus de 21.120 milliards de dollars

Montant de la dette publique américaine au 14 Mars 2018: 20 958,2 milliards \$

Date	Debt Held by the Public	Intragovernmental Holdings	Total Public Debt Outstanding
03/14/2018	15 285 211 732 275,09	5 673 019 203 914,54	20 958 230 936 189,63

Montant de la dette publique américaine au 05 Avril 2018: 21 120,5 milliards \$

Date	Debt Held by the Public	Intragovernmental Holdings	Total Public Debt Outstanding
04/05/2018	15 456 579 589 403,90	5 663 936 625 228,62	21 120 516 214 632,52

Bilan: 21 120,5 – 20 958,2 = 162,3 milliards de dollars d'endettement supplémentaire en 22 jours

Game Over ! Le remboursement de la dette américaine est mathématiquement impossible E.V Greyerz: Le programme économique de Trump augmentera la dette publique US de plus de 5000 milliards de dollars

Feu vert à la baisse?

Bruno Bertez 8 avril 2018

Si on excepte la relance de la Trade War en fin de semaine par Trump, l'évènement important est cette déclaration de la gouverneur de la Fed Brainard, une gouverneur compétente et bien structurée.

En gros elle dit que les prix des actifs financiers sont élevés en regard des normes historiques, même après les baisses récentes, ... et elle ajoute que les prix pour les différentes formes d'immobilier sont élevés et que les taux de capitalisation, qui sont les déterminants pour les performances de l'immobilier, ont atteint des niveaux historiquement bas.

En clair Brainard dit que tout est trop cher.

Par ailleurs, elle a, dans un autre discours, laissé entendre que la Fed n'était pas inquiète de la baisse de la Bourse.

De là à conclure que le fameux Put sur lequel comptent les investisseurs soit est beaucoup plus bas, soit n'existe plus.

: »Even with this year's correction, stocks and other assets are still high by historical standards, Fed Governor Lael Brainard said... Brainard became the latest central bank official to express caution about the level of the 9-year-old bull market. 'Valuations in a broad set of markets appear elevated relative to historical norms, even after taking into account recent movements,' Brainard said during a speech... Prices for multi-family homes and commercial real estate also have risen, while capitalization rates, a key determinant for how properties are performing value wise, 'have reached historical lows,' she added. »

Et puis il y a Trump! En relançant la Trade War avec la Chine sans en parler à personne, il ajoute que cela va peser sur la Bourse mais que l'enjeu en vaut la chandelle.

Ceci semble signifier qu'il se résigne à la baisse de la Bourse, laquelle a soutenu sa popularité jusqu'ici . En fait Trump nous donne l'impression maintenant, d'analyser la question des relations avec la Chine sous un autre angle: l'angle géopolitique. La Chine serait le grand gagnant dans ces relations mal équilibrées. Les déséquilibres en faveur de la Chine lui ont permis une ascension fulgurante sur la scène mondiale et ce sont eux qui lui auraient donné les moyens de rivaliser avec les USA. Les prédécesseurs de Trump auraient en quelque sorte favorisé l'ascension stratégique de la Chine par faiblesse.

Les déficits des USA produisent des excédents des pays tiers, ils leur donnent les moyens de créer de la monnaie et du crédit qui financent leur développement. Les pays tiers n'auraient pas la possibilité de rattraper les USA et de les concurrencer si les USA n'étaient pas toujours en déficit et en déficits croissants. En fait, la politique américaine de globalisation par le biais de ses déficits a donné aux pays tiers la possibilité de se développer plus vite, de s'équiper, d'acquérir des technologies et pour la Chine de s'armer.

La croissance et le développement de la Chine sont pour une large part dues à la volonté US de consommer, de surconsommer et de maintenir la profitabilité en utilisant toutes les possibilités de la mondialisation. Bref, le beurre, l'argent du beurre et la crémière.

Trump a compris que par leur gestion laxiste, leur absence d'épargne réelle et l'accumulation des déficits , les Etats Unis donnaient eux même toutes les possibilités aux tiers de les concurrencer. Ce qu'il n'a pas encore compris, c'est le lien entre les déficits, l'importation d'épargne étrangère , le financement des besoins américains et le système monétaire du privilège du dollar. . Cela viendra.

Jusqu'à présent les investisseurs comptaient sur un invariant: les autorités ne peuvent tolérer la baisse de la Bourse.

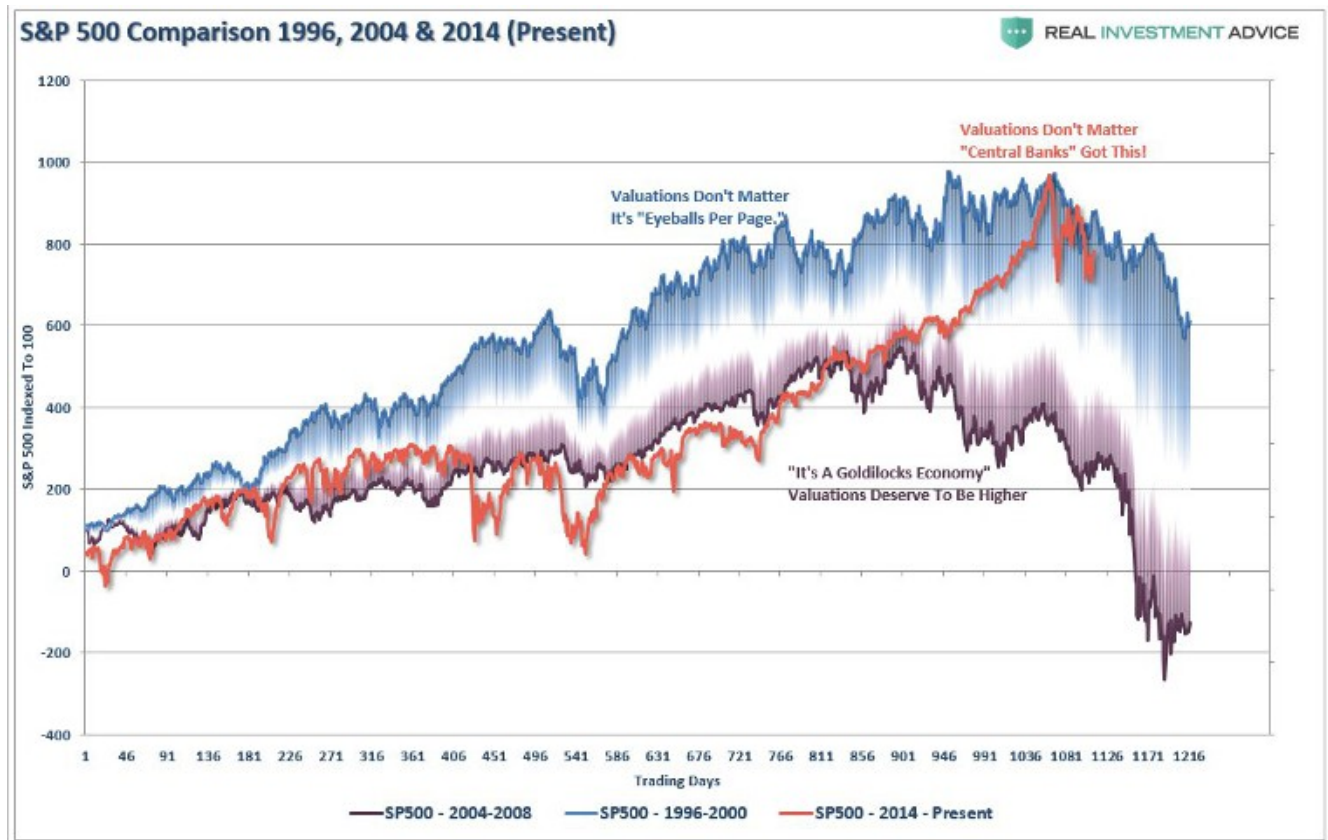
-La Fed, car elle a peur pour la stabilité financière et

-Trump parce qu'il a besoin de la Bourse pour maintenir sa popularité.

Cette semaine nous avons vu pour la première fois un feu autorisant la baisse de la Bourse

se mettre au vert.

Comparaison n'est pas raison, mais cela fixe les idées et puis la nature humaine, elle ne change pas!



Le peuple perd. Le marigot de Washington gagne

Rédigé le 10 avril 2018 par [Bill Bonner](#)

Les périodes d'expansion du commerce coïncident avec les périodes de prospérité économique et inversement.

Les actions ont chuté vendredi 6 avril. Selon les commentateurs, c'est à cause des craintes de guerre commerciale. Voyons voir...

Des guerres « chaudes » et actives, mais factices, dans des pays du Proche-Orient depuis 2003.

Une guerre bidon contre la pauvreté entamée en 1964.

Une guerre bidon contre la drogue déclarée en 1971.

Et aujourd'hui... une guerre commerciale bidon en plus des autres !

Oui, cher lecteur... Les Etats-Unis bombardent, mitraillent et brutalisent le monde un peu partout, du Levant à Detroit. Le coût : peut-être 6 000 milliards de dollars... peut-être 10 000 milliards de dollars. Et peut-être un million de morts.

Un succès retentissant

Mais au moins les guerres au Proche-Orient auront-elles été un succès retentissant.

Nous le savons parce que nous avons parcouru la Virginie du Nord en voiture : les gratte-ciels luisants des fournisseurs de la défense... et les fières demeures flambant neuves des généraux... le prouvent.

Ils voulaient le pouvoir et la richesse ; les guerres étaient un moyen d'y parvenir.

Parallèlement, les forces anti-pauvreté pilonnent les zones pauvres d'Amérique depuis 54 ans.

Là aussi, nous savons que cette guerre a été un grand succès. Il suffit de regarder l'ouest de Baltimore. Des maisons comme bombardées... des magasins brûlés... des gens à la rue...

Mission accomplie !

La guerre contre la drogue mérite elle aussi son défilé de la victoire. Certes, plus de gens meurent à cause des drogues. Oui, plus de gens sont accros à différentes drogues. Et oui, on trouve plus de gens prenant des psychotropes aujourd'hui qu'il n'y en avait lorsque la première bombe a été larguée.

Mais à présent... ce sont en majeure partie des drogues légales ! Sur lesquelles l'industrie pharmaceutique peut faire des profits !

Oui, la guerre, c'est la santé de l'Etat, comme l'a formulé Randolph Bourne (*). Surtout une guerre bidon. Le gouvernement américain est en pleine forme... amassant de l'argent et du pouvoir à tour de bras. Et tant pis pour ses citoyens !

Votre correspondant va se risquer à faire une prédiction hardie. Nous ne prenons pas franchement de risques en affirmant que la Guerre Commerciale sera une réussite aussi flamboyante que les autres guerres ; elle poursuivra la tendance sordide consistant à escroquer le public pour récompenser les initiés et les compères.

Le peuple perd. Le marigot gagne.

La vie politique emprunte au catch professionnel

Les guerres bidon sont écrites et mises en scène. Comme le catch professionnel, elles sont conçues pour amuser les fans... et les dépouiller de leur argent.

Domage que les commentateurs politiques ne regardent pas le catch ; plus que la Constitution ou la Déclaration d'indépendance, cela pourrait les aider à comprendre le gouvernement tel qu'il est vraiment.

Le catch professionnel est un monde fantastique et tape-à-l'oeil... avec des personnages de dessin animé comme Gorgeous George, Haystacks Colhoun, Hulk Hogan, Stone Cold Austin, Paul Bearer, Ric Flair, Iron Sheik... et deux autres qui figureront plus tard dans notre histoire — The Undertaker (« le croque-mort ») et Mankind (« l'humanité »), également connu sous le

nom de Mike Foley.

Ces interprètes sont soigneusement entraînés ; ils apprennent à exécuter les mouvements qui impressionnent le public sans s'infliger de blessures sérieuses.

Ces entraînements ressemblent un peu aux camps d'entraînement des gladiateurs qui s'affrontaient aux temps de la Rome antique. Ces combats étaient eux aussi mis en scène pour les spectateurs... et conçus pour faire passer la richesse des fans vers les propriétaires, les promoteurs et les sponsors.

Le bestiaire se battait avec des animaux. Le dimachère luttait avec une lame dans chaque main. Le rétiaire utilisait un filet pour capturer son adversaire.

Dans le Colisée, bien entendu, les gladiateurs luttait pour leur vie. Au catch, ils se battent pour de l'argent. Et pour la célébrité.

Attendez une minute... même les guerres bidon font des victimes. Les acteurs manquent leur entrée en scène. Quelqu'un met de vraies balles dans leurs armes. On oublie de dire aux soldats que c'est « pour de semblant ».

Et parfois, la pression est trop dure à supporter. Mr. Perfect, Crash Holly, Malice, Ravishing Rick Rude et de nombreuses autres stars du catch sont morts jeunes.

Booms et krachs

Batailles bidon, guerres écrites d'avance, simulacres d'escarmouches — parfois, quelque chose tourne mal... et tout explose.

Cette guerre commerciale factice, elle aussi, a un potentiel explosif considérable. Sur les prochains jours, nous allons explorer pourquoi.

L'histoire de la civilisation... et de la création de richesse... suit majoritairement un schéma de boom et de krach. Les booms ont été marqués par une expansion du commerce ; les krachs se sont produits lorsque le commerce a reculé.

Si nous envisageons cela à travers notre propre prisme, nous constatons que les périodes prospères sont celles où les accords gagnant-gagnant pouvaient se produire librement.

Les périodes misérables ont été marquées par des accords gagnant-perdant, par de la fausse monnaie et par la guerre.

La *Pax Romana*, par exemple, permettait un commerce libre en Europe, au Proche-Orient et en Afrique du nord. Les citoyens étaient relativement prospères... et en sécurité.

Puis est arrivé le haut Moyen Age. Il est devenu difficile de voyager. Le commerce s'est effondré. Les populations se sont retirées dans des villes fortifiées où elles vivaient dans la misère et la pauvreté, entièrement dépendantes d'un seigneur de guerre local.

Cinq siècles de mondialisation (1500-2011)

LCA

Ce graphique montre l'évolution de la somme des exportations et des importations exprimée en pourcentage du PIB mondial

Les sources des données sont indiquées sur chaque série



La fin de l'Histoire n'est pas survenue avec la fin de la Guerre froide

Il fallut 1 000 ans pour retrouver la prospérité de l'époque romaine.

On y parvint lorsque les accords gagnant-gagnant devinrent à nouveau possibles. Après la Guerre de Cent ans, les royaumes se fixèrent... et de nouveaux empires — notamment le Saint-Empire romain — prirent forme.

Evidemment, il y eut des reculs majeurs. Généralement, les guerres ne faisaient pas que tuer des gens et détruire des biens ; elles décourageaient aussi les marchands, inquiets pour leur sécurité — réduisant ainsi le commerce et augmentant la pauvreté.

Le 19ème siècle, après les guerres napoléoniennes, fut une longue période de paix relative et de prospérité croissante. La monnaie, c'était l'or — et c'était une bonne monnaie. Le droit de propriété était généralement respecté.

L'empire britannique et son ancienne colonie, les Etats-Unis, créèrent une gigantesque ère d'échange plus ou moins libre. Cela prit fin en 1914... avec une période de guerre et de contraction du commerce qui dura jusqu'en 1945.

Elle fut suivie d'un autre grand épisode d'expansion... surtout après que la Chine eut rejoint l'économie mondiale en 1979, suivie par la Russie en 1989.

Cette nouvelle ère fut décrite par Francis Fukuyama comme « la fin de l'Histoire ».

Pour quoi aurait-on encore eu à se battre ? La civilisation commerciale occidentale avait gagné, grâce à son dollar, sa démocratie et son engagement envers la paix et le libre-échange.

Sauf que ce n'était pas vraiment la fin de l'Histoire, n'est-ce pas ? En réalité, l'Histoire

nettoyait simplement ses armes... préparant un nouvel assaut contre la décence et l'intégrité de la vie civilisée.

La Guerre froide était peut-être terminée... mais il y avait encore pas mal de sottises à commettre, pour les politiciens et les va-t-en-guerre.

A suivre demain : « l'enfer dans une cellule »... pourquoi l'expansion de 1979-2008 était condamnée d'avance... pourquoi elle était largement contrefaite... et comment cette nouvelle guerre commerciale pourrait la réduire en miettes.

[NDLR : Dans son dernier livre Jim Rickards vous explique ce que les autorités ont prévu pour paralyser votre argent lors de la prochaine crise. Ne déposer plus un centime sur votre compte bancaire avant d'avoir lu cet ouvrage. [Commandez-le ici.](#)]

NOTE: (*) Randolph Bourne (1886-1918) est un essayiste américain qui s'est opposé à l'intervention militaire des Etats-Unis durant la Première Guerre mondiale. Dans *Le crépuscule des idoles*, Bourne conteste la justification de la guerre par l'apport démocratie, expliquant que la plupart des gens se satisfont d'une apparence démocratique, plutôt que de véritables idées démocratiques.

L'énigme des taux négatifs élucidée

Rédigé le 10 avril 2018 par [Simone Wapler](#)

L'aberration des taux négatifs est possible parce que le système monétaire et financier peut se passer d'épargne. Ce qui permet à la France de nous enfoncer dans la dette.

A de nombreuses reprises, dans ces colonnes, Bill Bonner et moi-même nous nous sommes penchés sur le mystère des taux négatifs.

Dans tous les manuels économiques et financiers traditionnels, on apprenait que prêter donne lieu à une rémunération et qu'un taux d'intérêt avait une limite : 0.

J'ai à un moment émis l'hypothèse que le taux négatif était en quelque sorte un service de coffre-fort. Des institutionnels préféraient payer des Etats ou de très grandes entreprises pour conserver leur argent plutôt que se risquer à le laisser traîner dans une banque de santé douteuse.

Puis, en 2016, les taux négatifs ont touché le [crédit immobilier en Belgique](#).

« C'est comme si une barrière invisible avait été franchie, séparant le monde réel du fantasme total... où le bas est le haut, oui est non, et n'importe quel panier percé peut désormais... apparemment... vivre gratuitement dans un manoir. » méditait Bill Bonner.

En réalité, les taux négatifs peuvent exister parce que le système monétaire financier actuel n'a pas besoin d'épargne.

Il a même intérêt à ce que l'épargne disparaisse. La vocation d'un Etat-providence est de vous prendre en main de la crèche à la tombe. Dans ces conditions, pourquoi provisionner pour un coup dur, un accident de la vie ?

De son côté, le keynésianisme professe que la consommation est le moteur de l'économie. Par conséquent, l'épargne est inutile et même gênante : elle diffère la consommation et contrecarre les plans de redistribution et « justice sociale ».

Ce qu'il faut à un Etat-providence c'est beaucoup de consommation et du crédit facile à

redistribuer pour s'acheter des électeurs. Le système monétaire et financier actuel est parfaitement adapté à cela et les taux négatifs sont la preuve qu'il se passe très bien de l'épargne.

Souveraineté contre crédit

Autrefois, lorsque l'épargne comptait encore, un Etat qui voulait dépenser plus que ses rentrées d'impôts devait solliciter des prêteurs dont les moyens étaient limités. Mais ce n'est plus le cas.

Jeudi 5 avril, la France empruntait sur les marchés financiers.

Notre pays est secoué de grèves. Le tourisme – qui est devenu une de ses activités de poids – en pâtit déjà. La tendance générale dans le monde est à la hausse des taux d'intérêt. La Banque centrale européenne achète moins de titres financiers que par le passé. La Suisse aussi car elle a renoncé à maintenir la parité stricte euro contre franc suisse. Les Etats-Unis n'achètent pas de dettes souveraines en euro.

Bref, moins d'acheteurs, un contexte haussier de taux d'intérêt, un pays toujours dépensier et secoué de grèves. Vous auriez pu penser que la dette allait nous coûter plus cher...

Raté.



Les Echos

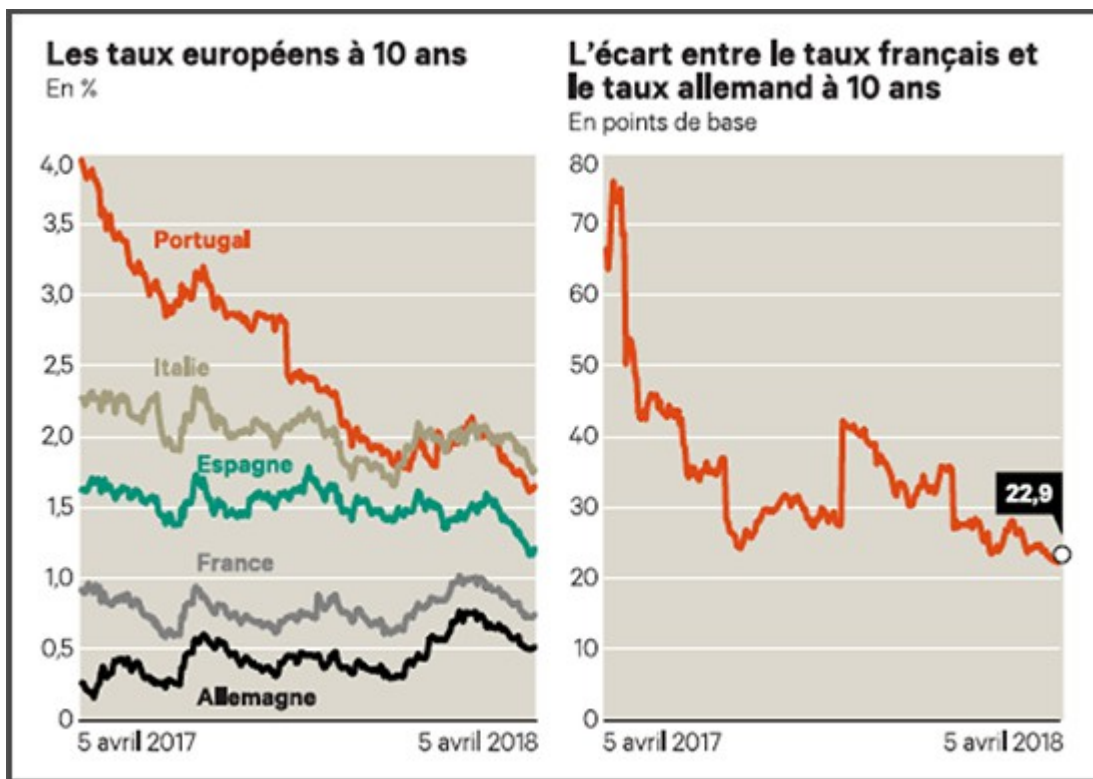
LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE // VENDREDI 6, SAMEDI 7 AVRIL 2018 // LESECHOS.FR

L'image de la France sur les marchés reste intacte

● Malgré les mouvements sociaux, la France continue à emprunter à des taux très bas.

Le WE VOT TOUS L

Photo of a man's face in the bottom right corner of the newspaper clipping.



Qui subventionne notre magnifique modèle social que tout le monde nous envie mais que personne ne peut se payer ? Qui a acheté la dette française mise aux enchères par les petits génies de l'Agence France Trésor avec suffisamment d'empressement pour que cela nous coûte moins cher encore que l'année dernière ?

Attention : hypothèse « complotiste » !

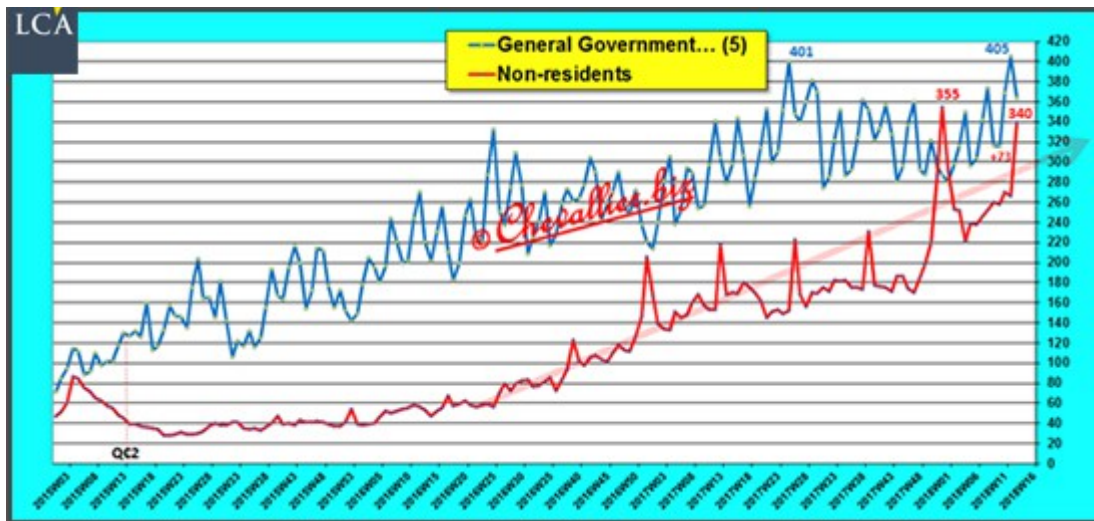
Ames sensibles, ne lisez pas ce qui suit.

Jean-Pierre Chevallier est un spécialiste de la comptabilité des banques et de la Banque centrale européenne.

[Son analyse du bilan de la BCE en date du 30 mars](#) fait apparaître que des non-résidents comblent les trous de la BCE à hauteur de 340 milliards d'euros. Au 30 mars, ces largesses atteignaient un plus haut historique.

D'où viennent-elles ? Jean-Pierre Chevallier a son idée sur la question :

« Ces généreux et anonymes non-résidents ne peuvent qu'être des musulmans possédant des capitaux tirés de pays ayant de gigantesques ressources en hydrocarbures, ce qui explique la politique dite migratoire appliquée en Europe. »



Effectivement, des sponsors capables d'une puissance de feu hebdomadaire de 73 milliards d'euros qui ne sont pas des gouvernements ou des entités gouvernementales ne sont pas légion.

L'hypothèse de Chevallier ne peut pas être prouvée : ces « généreux donataires » sont anonymes dans la comptabilité de la BCE, et il existe un marché secondaire des titres d'obligations souveraines. Cependant, elle a le mérite de présenter une justification ; il est d'ailleurs probable que cette aide ne se limite pas à la BCE.

Jeudi dernier la France ne levait que la modeste somme de 7,665 milliards d'euros à 30 ans, 16 et 10 ans. La seule catégorie d'obligations boudée fut les « *green bonds* » ou « OAT vertes » censées financer la transition énergétique. Encore de l'eau au moulin « complotiste » ? Si vous êtes un roi du pétrole, votre abnégation ne va tout de même pas jusqu'à financer les industries concurrentes...

Hypothèses et complots, alors que la question exige transparence et rigueur : une façon de clarifier les choses serait que les citoyens sachent à qui notre pays vend vraiment sa souveraineté.

Les autorités détestent l'anonymat pour les transactions entre citoyens qu'elles soupçonnent immédiatement d'intentions terroristes ou d'évasion fiscales. Pourquoi accepter l'anonymat dans le cas de cette comptabilité nationale et supranationale ? A quels non-résidents hors Zone euro devons-nous de l'argent ? Si la réponse n'est pas honteuse, elle devrait être simple à obtenir.

NOTE: (*) Voir aussi toutes les analyses précédentes de Jean-Pierre Chevallier

Si le risque n'existe plus, l'assurer devient inutile

Rédigé le 9 avril 2018 par [Simone Wapler](#)

L'épargne est devenue inutile, le système financier n'en a plus besoin pour créer du crédit. Le risque de défaut semble avoir disparu...

Vendredi les marchés américains ont encore baissé.

Les actions ont chuté, le rendement du bon du Trésor à 10 ans a baissé, passant de 2,8329% à

2,7749%. Lorsque les obligations sont demandées, leur rendement baisse. C'est comme l'immobilier : si les acheteurs se bousculent, les prix montent et le rendement locatif baisse.

L'or a très légèrement monté mais il reste timidement en dessous de 1 400 \$ l'once.

Les obligations de l'Etat américain ou des Etats européens ont remplacé l'or comme actifs refuges.

A la conférence [Bitcoin – Biarritz 2018](#) qui se tenait samedi, H16 développait l'idée suivante :

« Puisque le risque n'existe plus, les gens n'ont plus besoin d'acheter d'or. En cas de crise grave, les gouvernements et les banques centrales interviennent et les contribuables mettent la main à la poche. Plus de risque de défaut à assurer, donc l'or devient inutile... ».

J'ai pu constater durant cette journée que le système monétaire et financier actuel reste toujours très mal appréhendé par la plupart des gens.

L'argent n'existe plus maintenant que très majoritairement sous forme de crédit. Si vous obtenez une licence bancaire, les milliers de pages de réglementation vous permettent de faire surgir de 20 € à 30 € de prêts (ou \$, £... selon la juridiction dont vous dépendez) pour 1 € de fonds propres.

Les fonds propres représentent l'argent que vous-même et vos associés ont mis au pot pour constituer le capital social de votre banque. Si vous prêtez à l'Etat, vous n'avez même pas besoin d'immobiliser vos fonds propres car les milliers de pages de réglementation prévoient que l'Etat ne peut pas faire faillite et donc que votre prêt est sans risque.

Les banques n'ont pas besoin de votre épargne pour prêter

Lorsque les intérêts des prêts que vous avez consentis tombent, si vous en remettez une partie dans vos fonds propres, vous pouvez prêter encore plus.

Si jamais vos fonds propres sont engloutis parce que vous avez accordé un mauvais prêt mais que vous êtes une banque « trop grosse pour faire faillite », votre gouvernement vous sauvera.

Il résulte de ce système que l'épargne devient inutile. Les banques n'ont pas besoin de votre argent pour prêter. C'est pour cela que la rémunération de votre épargne est devenue ridiculement faible. Avec ce système le crédit croit sans limite. Les prix n'ont donc plus vraiment de plafond.

En réaction à ce crédit illimité, un mystérieux Satoshi Nakamoto a décidé d'inventer un système électronique de paiement indépendant où les unités de compte seraient limitées à 21 millions. En 2016, 75% des bitcoins existent déjà sur le marché et en 2024, 93,75% des bitcoins seront déjà produits ou minés.

« Or numérique », bitcoin et amour à l'état solide

Le bitcoin n'est pas de « l'or numérique ». C'est une monnaie immatérielle. Croire à « l'or numérique » reviendrait à croire que l'amour peut exister à l'état solide.

Par conception, le système bitcoin ne permet pas à quelqu'un de dépenser ce qui n'existe pas. Alors que par conception, le système monétaire et financier actuel est conçu pour que certains

privilégiés puissent prêter de l'argent qui n'existe pas et surtout à des gouvernements ou à des multinationales bénéficiant d'une bonne note de crédit.

Ceux qui changent leur monnaie immatérielle (euro, dollar, livre, yen...) contre du bitcoin tout aussi immatériel ont simplement la quasi-certitude que la quantité de bitcoins changera très peu.

Au contraire, la quantité d'euros, dollars, etc. est laissée au bon vouloir de technocrates omniscients (les banquiers centraux).

Les coupables de la prochaine crise enfin démasqués

Lorsque la prochaine crise financière éclatera, il sera difficile de faire porter le chapeau à un *hedge fund* bizarre, aux valeurs internet, à l'immobilier *subprime*, ou encore au crédit étudiant, à Trump et ses taxes douanières, au changement climatique, à l'Alzheimer des abeilles désorientées par un pesticide...

Même ceux qui ne connaissent rien au système monétaire et financier ont compris que le crédit gratuit des banquiers centraux et les milliers de milliards octroyés depuis 2008, n'étaient pas pour eux mais avaient gonflé des bulles financières épiques.

Les fauteurs de trouble désignés seront les banquiers centraux et les banques commerciales.

L'avenir du bitcoin ? Nous serons bientôt fixés

Le futur du bitcoin et celui du système monétaire et financier se joueront lorsque la prochaine crise éclatera. Soit l'enfumage se poursuivra et une super-monnaie de même nature que les autres mais pilotée par le FMI prendra le relais.

Soit les gens se réfugieront dans un système de transaction où les unités de comptes sont limitées et attribuées honnêtement : on en a ou pas et pour en prêter, il faut en avoir.

Bitcoin et fiscalité

S'il existe un lien aussi fort entre monnaie et Etat, ce n'est que pour une seule raison : le prélèvement de l'impôt.

Si tout le monde décidait de commercer, échanger en bitcoins, alors l'Etat, incapable de vous saigner à la source, serait obligé de vous demander poliment de bien vouloir payer vos impôts et vous auriez votre mot à dire...

Ce serait une révolution. Vraiment « disruptif », pour parler comme les précieuses ridicules du XXIème siècle. En réalité, ce serait démocratique.

En attendant, assurez-vous contre la folie des banquiers centraux et des grands planificateurs. Ayez de l'or, achetez quelques bitcoins et oubliez-les jusqu'à la prochaine crise.

**Tout va très bien madame la marquise, il faut pourtant
que je vous dise**

Bruno Bertez 10 avril 2018

A verifier je ne garantis pas, pas de source ouverte

<https://reseauinternational.net/des-navires-de-guerre-chinois-en-mediterranee-recoivent-lordre-de-rallier-la-marine-russe-en-cas-dune-attaque-massive-contre-la-syrie/>

Il faut pourtant que je vous dise que la dette globale vient de battre un nouveau record...

La dette globale a atteint 237 trillions , soit 317,8% du GDP mondial. Et tout est interconnecté.

La fuite en avant continue dans le monde, nous sommes dans la phase Minsky ou plus de 15% des firmes empruntent pour pouvoir simplement honorer leurs dettes. Les dettes ne sont soutenables que parce que les taux d'intérêt sont voisins de zéro et les taux réels après inflation négatifs. Les banques centrales fournissent toutes les liquidités nécessaires pour faire tenir la bicyclette.

Cette situation tue les systèmes de retraite; les comptes de ce secteur sont faux et archi faux, quasi partout.

Une révolte sur le « funding » en dollar des banques précipiterait des deleveraging en chaîne. La situation de banques comme la Deutsche Bank est périlleuse sous cet aspect. La sécurité conférée par les mesures prudentielles et réglementaires est une illusion, les modèles de contrôle des risques sont faux. La seule sécurité c'est la promesse de liquidités infinies des Banques Centrales et les promesses de SWAP en dollars.

La fragilité est telle qu'une guerre des changes comme une dévaluation du Yuan gripperait tout comme ce fut le cas en 2016. Une mise en risk off, un retour de la déflation ou une chute des prix du pétrole bloqueraient/colmateraient les circuits internationaux et nationaux.

Le niveau de l'endettement est tel que le système ne peut supporter un ralentissement de la croissance ou une accélération: il faut du Goldilock perpétuel, ni trop chaud ni trop froid.

Global debt rose to a record \$237 trillion in the fourth quarter of 2017, more than \$70 trillion higher from a decade earlier, according to an analysis by the Institute of International Finance.

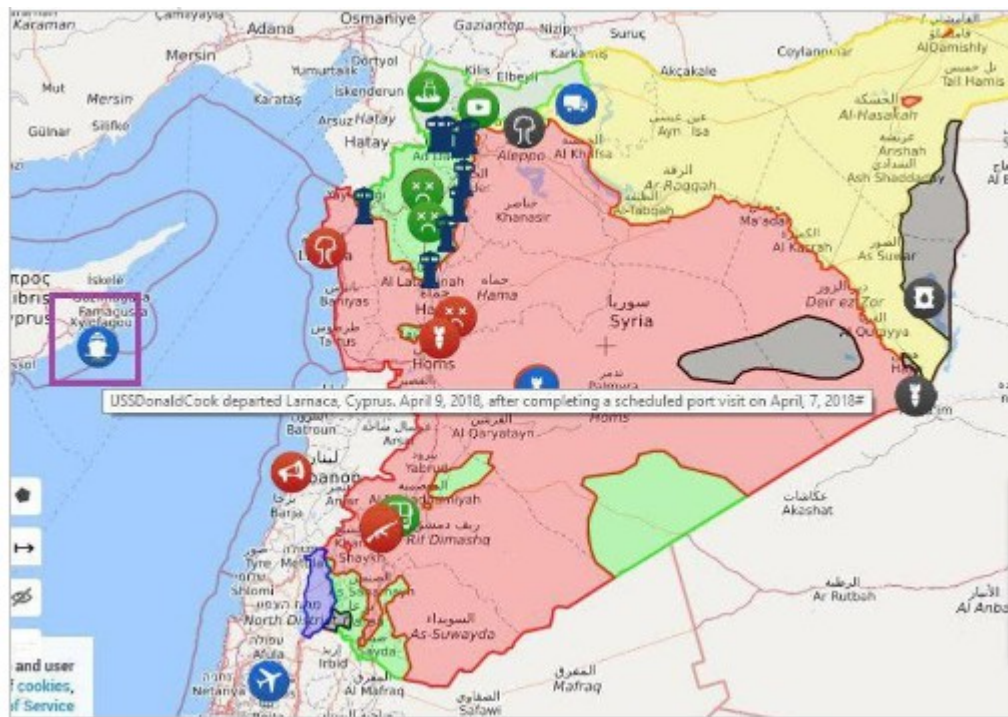
Among mature markets, household debt as a percentage of GDP hit all-time highs in Belgium, Canada, France, Luxembourg, Norway, Sweden and Switzerland. That's a worrying signal, with interest rates beginning to rise globally. Ireland and Italy are the only major countries where household debt as a percentage of GDP is below 50 percent.

Still, the ratio of global debt-to-gross domestic product fell for the fifth consecutive quarter as the world's economic growth accelerated. The ratio is now around 317.8 percent of GDP, or 4 percentage points below the high in the third quarter of 2016, according to the IIF.

Among emerging markets, household debt to GDP is approaching parity in South Korea at 94.6 percent.

La politique de la canonnière: le destroyer américain Donald Cook approche des eaux syriennes. On parie sur un lancement de missiles en pseudo représailles sur la construction de l'affaire des attaques chimiques. Les chances de confrontation nous semblent maintenant

faibles, on est une fois de plus dans le simulacre, mais un jour les simulacres échapperont au contrôle.





Julian Röepcke ✓

@JulianRoepcke



[#News](#) [#Russia](#) threatens "all political, diplomatic and, if necessary, military measures will be taken, and no illegal action will remain unanswered", if the [#US](#) strikes [#Syria](#).

- head of the Duma Defense Committee Vladimir Shamanov

05:10 - 10 avr. 2018

♥ 42 💬 132 personnes parlent à ce sujet

Ron Paul, le bon sens, à propos de l'attaque chimique bidon:

Ron Paul: « I cannot see any reason why Assad would do this, there's no reason for Russians to have done that. Unlike Russia and Syria, the forces who want to see the US staying in Syria have a clear motive. »

Un éternel recommencement, dans le monde moderne on ne change pas une équipe qui perd, car « ils » se serrent les coudes!

U.S. 'backed plan to launch chemical weapon attack on Syria and blame it on Assad's regime'

- Leaked emails from defense contractor refers to chemical weapons saying 'the idea is approved by Washington'
- Obama issued warning to Syrian president Bashar al-Assad last month that use of chemical warfare was 'totally unacceptable'

By LOUISE BOYLE

PUBLISHED: 14:16 EST, 29 January 2013 | UPDATED: 14:16 EST, 29 January 2013

[Comments \(33\)](#) | [Share](#) | [Tweet](#) | [Like 23k](#)

Leaked emails have allegedly proved that the White House gave the green light to a chemical weapons attack in Syria that could be blamed on Assad's regime and in turn, spur international military action in the devastated country.

Site Web

FEMAIL TODAY

▶ **EXCLUSIVE:** Miranda Kerr dashes marriage split rumors by selling New York bachelorette pad for \$1.3 million - because she wants more space for family

▶ Thought she couldn't get any sexier? Think again! Miranda shows off her Kerr-ves as she goes topless for French magazine
Shoot inspired by 1960s

▶ Chris Brown's ex

Rosenberg dans Business Insider; il est de plus en plus probable que le bull market sur les actions soit terminé.



[\[Bloomberg\] Stocks Climb After Xi's Address; Treasuries Slip: Markets Wrap](#)

[\[Reuters\] China's Xi promises to lower tariffs this year, open economy further](#)

[\[Bloomberg\] Xi Warns Against Returning to a 'Cold War Mentality'](#)

[\[Bloomberg\] 'New Normal' of U.S.-China Tensions May Put Up to \\$400 Billion in Investment at Risk](#)

[\[Bloomberg\] Global Debt Jumped to Record \\$237 Trillion Last Year](#)

Le rêve américain est empêtré dans la dette

Article de [SafeHaven.com](#), publié le 2 avril 2018

Publié Par [Or-Argent](#) - Avr 10, 2018

La vie est belle aux USA, mais c'est grâce au crédit. Et un jour ou l'autre, cela devra cesser. À l'échelle nationale, le remboursement des intérêts sur la dette pourrait, dans la décennie à venir, quadrupler pour dépasser le trillion de dollars, d'après CNN, alors que les baisses d'impôts et la hausse des dépenses proposent un cocktail détonnant. Cela signifie qu'il faudra payer 7 trillions dans la décennie à venir rien que pour servir cette dette.

Il s'agit d'un bilan macroéconomique. À l'échelle microéconomique, le constat n'est pas différent : les Américains, d'un point de vue individuel, sont également empêtrés dans la dette.

D'après le rapport 2017 State of Credit d'Experian, les dettes de l'Américain moyen ressemblent à ceci :



« Des notes de crédit plus élevées ainsi que des dettes plus élevées offrent à la fois des raisons d'être optimiste et prudent en 2018 », a écrit Experian.

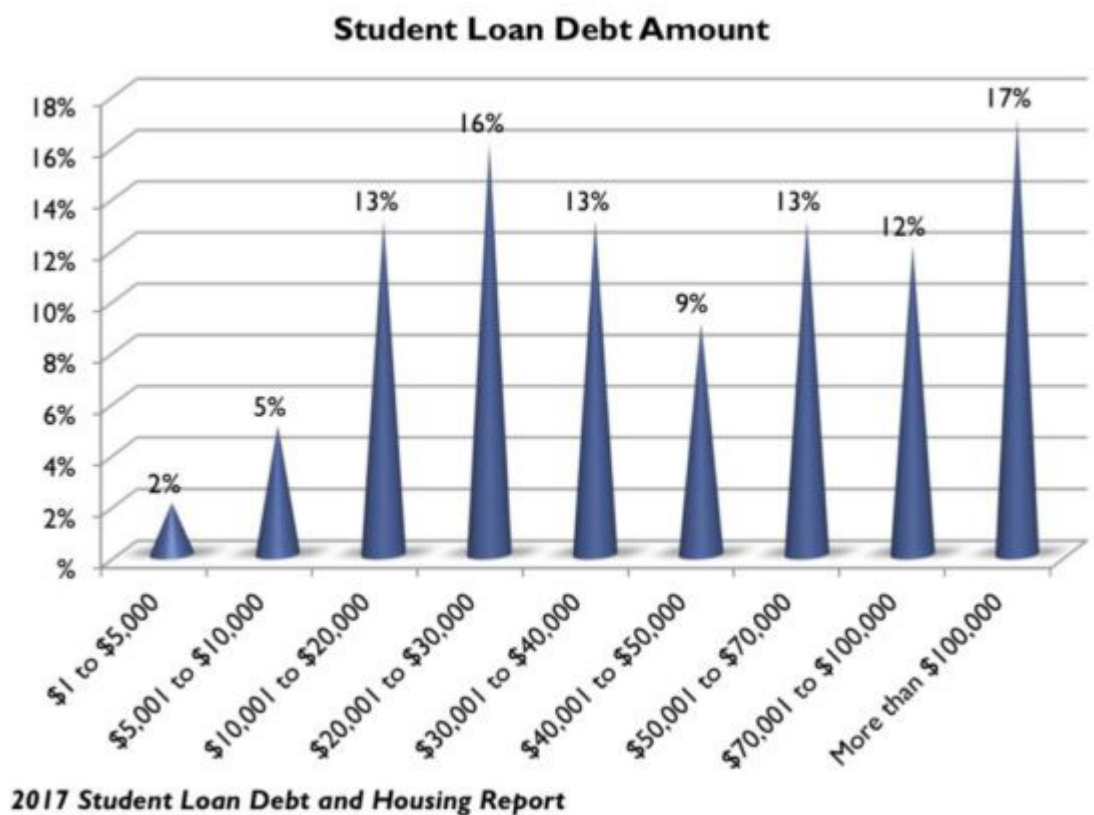
« Une décennie après la chute de l'économie américaine provoquée par la Grande dépression, notre relation avec la dette, le crédit et le futur est, disons, compliquée. »

Les notes de crédit ont beau grimper, le chômage a beau atteindre des plus bas historiques et l'économie s'est peut-être redressée depuis la crise de 2008, les revenus réels stagnent tandis que la propriété immobilière est à un plus bas depuis les années 60, d'après Experian.

Dans ce contexte, les emprunts des ménages (sans prendre en compte le crédit hypothécaire) sont en hausse. Ils ont bondi de 8,8 % en novembre dernier, pour une dette totale de 3,83 trillions. En janvier, le crédit à la consommation a augmenté de 4,5 %, d'après la Federal Reserve.

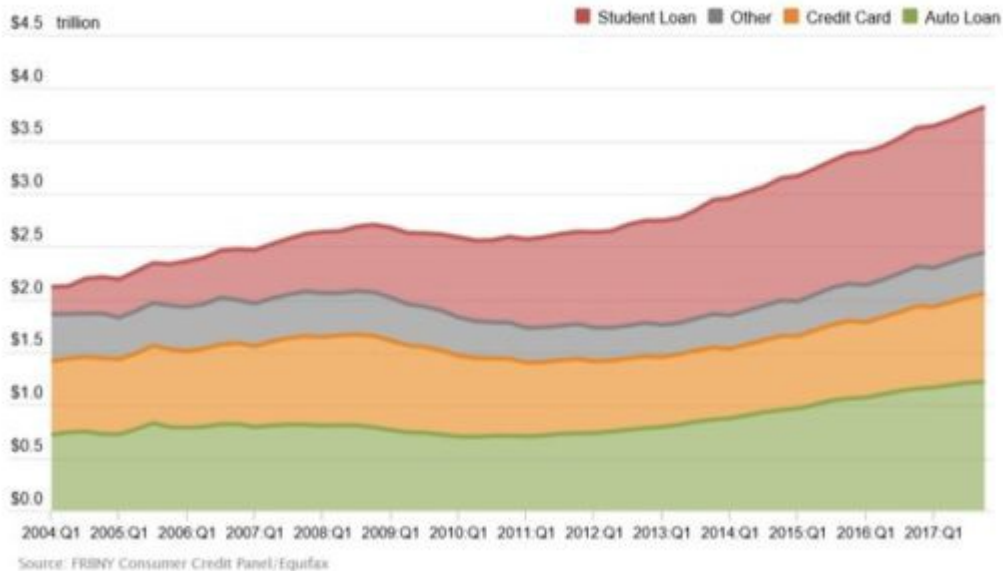
Mais malgré toute cette dette, la propriété immobilière est en train de s'éloigner du rêve américain. Le sentiment qui prévaut largement est que l'augmentation des crédits étudiants est largement responsable de la raréfaction de ce pan de l'American dream.

Le crédit étudiant pèse actuellement sur la tête de 44 millions de citoyens pour un total de 1,48 trillion de dollars. Son poids est bien plus important que celui des cartes de crédit (620 milliards). Et la tendance ne fait qu'empirer. L'emprunteur moyen doit un peu plus de 30.000 \$, tandis qu'1/5 d'entre eux sont endettés pour plus de 100.000 \$.



Mais c'est l'ensemble de la dette non-hypothécaire qui progresse de façon constante :

Non-Housing Debt Balance



80 % des personnes âgées de 22 à 35 ans remettent sur les crédits étudiants leur incapacité d'obtenir un crédit hypothécaire, leur dossier étant refusé en raison d'un ratio dette/revenus défavorable.

« *Les personnes qui ont contracté un prêt étudiant veulent posséder leur maison, cela fait partie de leur rêve américain* », a déclaré Jessica Lautz, directrice des sondages pour la National Association of Realtors à l'occasion d'une interview accordée à CNBC, ajoutant : « *C'est compliqué pour eux en ce moment.* »

Le rêve américain coûte cher, tout comme la propension à se l'offrir à crédit. Mais c'est loin d'être un problème individuel.

Les entreprises sont aussi touchées. La dette totale des entreprises non-financières a atteint 73,3 % du PIB, ce qui est un nouveau record selon *The Economist*. La dette est un problème national.

« *Nous sommes accros à la dette* », a déclaré Marc Goldwein, directeur senior des politiques du Committee for a Responsible Federal Budget, en rejetant la faute sur les 2 grands partis.

Le ratio du crédit par rapport au PIB a grimpé pour la première fois en l'absence de récession depuis le besoin de Ronald Reagan de financer la guerre froide. »

« Hallucinant. Comme les gens votent mal, supprimons le vote !! Les Pays-Bas suppriment le référendum... »

par [Charles Sannat](#) | 10 Avril 2018

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

C'est une information surréaliste en provenance des Pays-Bas qui nous arrive.

Comme vous le savez, le problème en demandant aux peuples leur avis, c'est qu'ils pourraient

avoir l'outrecuidance de ne pas être d'accord avec la façon dont certaines élites au pouvoir ont décidé de les ruiner et de les mener vers la misère.

Lorsque l'on a demandé aux Français de voter pour ou contre la constitution européenne, ces vilains citoyens ont décidé que finalement, ils préféreraient somme toute conserver leur constitution à eux, et puis tant qu'à faire, leur souveraineté plutôt que de tout déléguer à des mamamouchis européens planqués bien loin d'eux, dans un autre pays, et travaillant pas forcément uniquement à leur profit.

Je sais, c'est égoïste, petit, cela manque de « vision » et on sait tous que l'Europe c'est la paix machin toussa-toussa.

Mais ce n'est pas tout, voici que les Néerlandais se sont mis à avoir le même genre d'idée saugrenue. Du coup, la défiance des peuples à l'égard de « l'UERSS » a fini par se voir au grand jour, et ce n'est évidemment pas bon... pour les affaires de nos mamamouchis europathes.

Comme la démocratie c'est pénible, supprimons le vote !

« Les partis de la coalition au pouvoir ont été échaudés. Ils ne veulent plus traîner le résultat des consultations comme un boulet.

Les députés néerlandais ont adopté par 76 voix contre 69, jeudi, un projet de loi qui prévoit la suppression du référendum consultatif. Jusqu'à maintenant, lorsqu'une pétition avait récolté plus de 300 000 signatures, le gouvernement se voyait contraint d'organiser un scrutin. Un référendum de ce type sur le pouvoir des services de renseignements est prévu le 21 mars. Ce pourrait bien être le dernier.

Le texte préparé par la ministre des Affaires intérieures, Kajsa Ollongren, met en fureur une partie de l'opposition.

De 1952 à 2015, seuls deux référendums, dont celui qui a vu le rejet de la Constitution européenne en 2005, avaient été organisés aux Pays-Bas. Mais depuis peu, les consultations se multipliaient. En 2016, les Néerlandais ont dû répondre « oui » ou « non » à l'accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine. Et en mars, ils doivent se prononcer sur les pouvoirs accordés aux services des renseignements néerlandais.

Dans le cas du référendum sur l'Ukraine, le « non » l'avait emporté. Pendant des mois, le gouvernement néerlandais avait traîné le résultat comme un boulet, avant de décider de ne pas remettre en cause l'accord entre Bruxelles et Kiev. »

Je vous disais, comme la démocratie est un truc assez emmerdant pour pouvoir faire ce que l'on veut, le mieux c'est tout de même d'abolir la notion de vote et de démocratie tant qu'on y est.

Certes, pour le moment, il va subsister l'illusion des élections régulièrement convoquées, ou le choix qui vous sera laissé sera tout simplement de ratifier l'élection du gus (chez nous c'est Macron) que le système a choisi pour préserver ses intérêts à lui, et pas les vôtres.

Ce qu'il y a de remarquable, c'est que l'Europe finit, par la force des choses, par apparaître ce qu'elle devient réellement, à savoir un régime malsain et autoritaire.

L'Europe ce n'est pas la paix. C'était déjà la misère, et cela devient la dictature.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Economistes et scientifiques s'opposent sur la croissance à long terme

Kenneth Rogoff / Professeur à l'université de Harvard Le 08/03 2018 Les Echos.fr

Les économistes sont pessimistes pour la croissance à long terme, arguant notamment du recul global de la productivité. Les scientifiques, eux, font au contraire le pari que l'impact des technologies - notamment celui de l'intelligence artificielle - va très vite produire ses effets.

Pour la plupart, les prévisionnistes économiques ne font pas grand cas des récents progrès de l'intelligence artificielle, n'y voyant que des effets négligeables sur les tendances de la croissance à long terme. Ce pessimisme est sûrement au nombre des raisons pour lesquelles les [taux d'intérêt réels](#) (après déduction de l'inflation) demeurent aussi bas, même si le taux des obligations à 10 ans du Trésor américain, qui font office de baromètre, [a gagné un demi-point](#) au cours des derniers mois.

Et si l'offre continue d'être considérée avec un tel pessimisme, les récentes mesures drastiques de [réductions des impôts](#) et d'augmentation des dépenses prises par les Etats-Unis feront probablement plus pour augmenter l'inflation que pour relancer l'investissement.

Les raisons de critiquer l'actuelle politique budgétaire des Etats-Unis ne manquent pas, même si la baisse du taux d'imposition sur les sociétés n'était pas sans intérêt. Le plus préoccupant, c'est que nous vivons une époque d' [augmentation des inégalités](#) et de diminution de la part des revenus du travail par rapport à celle du capital. Les pouvoirs publics doivent faire plus et non moins pour redistribuer revenus et patrimoine.

Il est difficile de savoir ce que veut dire le président des Etats-Unis, Donald Trump, lorsqu'il se glorifie d'avoir pris des mesures qui vont porter la croissance à 6 % (à moins qu'il ne parle des prix, et non de la production !). Pourtant, si les pressions inflationnistes se matérialisent, la croissance actuelle pourrait durer sensiblement plus longtemps que ne le pensent les prévisionnistes et les marchés.

Dynamisme perdu

Quoi qu'il en soit, c'est la croissance à long terme qui préoccupe les économistes et les incline au pessimisme. Leurs arguments s'appuient sur l'idée que les économies avancées ne peuvent espérer rééditer le dynamisme dont ont joui les Etats-Unis entre 1995 et 2005.

Mais les sceptiques feraient bien de considérer ce que pensent de nombreux scientifiques, issus de disciplines diverses, qui voient les choses différemment. Les jeunes chercheurs, en particulier, considèrent que les progrès dans la recherche fondamentale surviennent plus rapidement qu'ils ne l'ont jamais fait, même si les applications pratiques prennent du temps à se développer.

De fait, on entend beaucoup parler de la théorie de la « singularité » du mathématicien austro-américain [John von Neumann](#), auquel on voue même un certain culte dans des milieux

restreints mais influents. Les machines pensantes deviendront un jour tellement perfectionnées qu'elles seront capables d'inventer d'autres machines sans aucune intervention humaine, et la technologie, à ce moment, progressera de façon exponentielle.

La peur de l'intelligence artificielle

S'il doit en être ainsi, nous devrions peut-être nous inquiéter des conséquences éthiques et sociales de la croissance matérielle, qui deviendrait si rapide que les humains ne pourraient pas, spirituellement, l'assimiler. Les craintes suscitées par l'intelligence artificielle concernent principalement les inégalités et l'avenir du travail.

Ni les économistes ni les scientifiques ne peuvent se prévaloir d'une grande lucidité dans les prévisions à long terme. Mais dès aujourd'hui, une reprise significative de la croissance dans le domaine de la productivité paraît, au cours des cinq prochaines années, tout à fait plausible.

Admettons que les principaux éléments de la croissance économique sont l'accroissement de la main-d'oeuvre, de l'investissement (tant public que privé) et de la « productivité » - c'est-à-dire de la production réalisée avec une quantité donnée d'apports, grâce aux idées nouvelles. Au cours des dix ou quinze dernières années, ces augmentations ont été d'une lenteur désespérante dans les économies avancées.

La croissance de la main-d'oeuvre a diminué brutalement, en raison de la [baisse des taux de natalité](#), que l'immigration ne parvenait pas à compenser, même dans l'Amérique d'avant Trump.

La productivité ralentit

De la même façon, l'investissement mondial s'est effondré depuis la crise financière de 2008 (à l'exception de la Chine), affaiblissant la croissance potentielle. Et la croissance mesurée de la productivité a partout diminué - aux Etats-Unis, [elle a chuté de moitié environ depuis la flambée technologique](#) du milieu des années 1990. Comment s'étonner, en outre, que les [taux d'intérêt](#) réels mondiaux soient si bas, avec une épargne très largement reconstituée après la crise, qui court après des offres devenues rares de projets d'investissement.

Il est cependant probable que les effets de l'intelligence artificielle et des autres nouvelles technologies seront beaucoup plus importants sur la croissance qu'ils ne l'ont été jusqu'à présent.

L'impact des nouvelles technologies

On sait bien qu'il faudra peut-être très longtemps à l'industrie pour imaginer les nouveaux progrès de production qui lui permettront d'exploiter les nouvelles technologies : les chemins de fer et l'électricité en sont les meilleurs exemples. La reprise de la croissance mondiale servira probablement de catalyseur au changement, en incitant les entreprises à investir et à introduire de nouvelles technologies, [dont certaines se substitueront au travail](#), compensant le ralentissement de la croissance de la main-d'oeuvre.

Pour résumer, ni les dirigeants politiques ni les marchés ne devraient trop se figurer que la faible croissance de la dernière décennie perdurera au cours de la suivante. Mais ce n'est peut-

être pas une si bonne nouvelle. Si les scientifiques ont raison, nous pourrions regretter les croissances faibles que nous avons connues.

Kenneth Rogoff est professeur d'économie et de sciences politiques à l'université Harvard. Cet article est publié en collaboration avec Project Syndicate 2018.

La crise du « milieu »

Mohamed El Erian / conseiller économique d'Allianz Le 04/04 2018 Les Echos.fr

CHRONIQUE. Les classes moyennes ne sont plus synonyme de prospérité, et leur revenu stagne ou décroît. Les entreprises de taille moyenne, elles, sont mises à mal par des start-up ou des géants mondiaux. Ces deux phénomènes pourraient avoir des conséquences lourdes.

Le fait de se situer au milieu de la pyramide sociale, politique et commerciale fut, pendant un certain temps, largement considéré comme une situation favorable, stabilisante et souhaitable. Qu'il s'agisse du [rôle d'ancrage de la classe moyenne dans la société](#), ou de [l'agilité et de la résilience des entreprises de taille moyenne](#), le « milieu » semblait coïncider avec un bien-être individuel et collectif. Or, ces dernières années, il est devenu moins stable, moins prévisible, plus insaisissable, et sa prédominance - en économie, en politique, dans les affaires, dans la [gestion d'actifs](#), et même dans le sport - se fait de plus en plus incertaine.

Face aux changements structurels, mais aussi à la lenteur des réponses commerciales et politiques, le milieu s'érode, ou risque de s'éroder, dans quasiment tous les domaines. Si cette tendance se poursuit - ce qui fait actuellement l'objet d'un débat -, les implications pourraient se révéler considérables.

Pendant plusieurs décennies, la médiane croissante du revenu des ménages dans les économies développées a consolidé l'avènement d'une classe moyenne, qui a opté pour le centre en matière politique. Associée à des institutions stables et fiables, cette classe moyenne a fait office de stabilisateur en direction d'une société plus prospère. De même, dans le monde des affaires, la présence d'un environnement propice à l'épanouissement des moyennes entreprises était considérée comme souhaitable, puisqu'elle réconciliait le manque de solidité du bilan des petites entreprises avec la tendance de leurs homologues plus conséquentes à faire preuve d'une complaisance oligopolistique.

Seulement voilà, les revenus médians ont stagné, ce qui, parallèlement à l'impact des technologies et à l'insuffisante attention des politiques aux effets de distribution potentiels d'une mondialisation sans entraves, a . Résultat, l'espoir et la réalité d'une vie plaisante dans la classe moyenne, potentiellement synonyme de mobilité sociale croissante, sont aujourd'hui en déclin.

En plus d'affaiblir d'importantes forces de stabilisation sociale, l'amenuisement de la classe moyenne a alimenté une politique de la colère, et mis à mal le centre politique, jusqu'alors représenté par des partis bien établis. Cette tendance s'observe également à travers le déclin de la confiance du public dans les opinions d'experts et les institutions existantes, qui favorise la montée en puissance des extrêmes politiques ou des mouvements antisystème.

Le milieu de la pyramide s'avère également moins favorable et moins stable pour les entreprises. Secteur après secteur, les moyennes entreprises se heurtent à la concurrence de petits acteurs perturbateurs ou de grands groupes. On le constate dans le secteur financier, où le

renforcement des réglementations et l'augmentation des coûts de conformité viennent consumer la viabilité des prestataires de taille moyenne - il suffit d'observer le nombre de fusions parmi les gestionnaires d'actifs de taille intermédiaire, qui ont besoin d'une solide entité mère.

Le domaine sportif est, lui aussi, en train de perdre son milieu. En l'absence de mécanismes contraignants permettant d'assurer une égalité (comme il en existe, par exemple, dans la ligue nationale de football américain), le ballon rond européen est aujourd'hui dominé par une poignée d'équipes devenues des géants commerciaux.

Une érosion inévitable ?

Ce dernier exemple met par ailleurs en lumière d'importantes questions concernant ce qui nous attend. L'érosion du milieu est-elle réellement inévitable ? Etant donné la rapidité des évolutions technologiques et politiques, il est difficile de savoir ce que l'avenir nous réserve. Des indicateurs suffisamment nombreux semblent néanmoins suggérer que, dans certains domaines, le milieu peut bel et bien recouvrer la solidité, à condition que les politiques s'adaptent sans tarder. C'est probablement le cas dans le domaine des politiques économiques, où l'importance des changements structurels et des effets de distribution semblent enfin être soulignés davantage.

Les économistes commencent, notamment, à résister à la tendance d'un [recours](#) excessif à des hypothèses simplistes, qui facilitent l'élaboration de modèles, mais qui se tiennent trop éloignées de la réalité. Ils sont également de plus en plus nombreux à inclure davantage les liens financiers et les données issues de la science comportementale. Enfin, ils enrichissent leur compréhension des changements structurels accélérés qui accompagnent les technologies, de l'impact de la Chine et des autres économies émergentes, ainsi que des politiques populistes.

Rétablir la confiance

Plus ces défis seront intégrés à de meilleures politiques, plus les partis politiques seront en mesure de proposer des programmes convaincants, notamment s'ils sont conduits par des leaders capables de mobiliser. Dans le monde des affaires, il est également probable que le déclin du milieu crée une certaine inversion, bien que l'impact soit voué à différer significativement selon les secteurs. Il se produira sans doute davantage dans des secteurs tels que les technologies de pointe, où une réponse réglementaire sera probablement l'une des conséquences d'une révolte croissante, et moins dans le domaine de la gestion d'actifs.

Toutes ces évolutions peuvent potentiellement ralentir ce qui, pour l'heure, constitue une érosion auto-alimentée du milieu de la pyramide. Pour autant, le rétablissement d'une confiance dans la faisabilité et le caractère souhaitable de ce milieu nécessitera du temps et des efforts soutenus. Cette perte de confiance, accentuée par l'accélération des changements technologiques et par la fragmentation de l'ordre mondial, explique en grande partie pourquoi l'avenir apparaît moins prévisible, et pourquoi les individus ordinaires se disent plus inquiets.

La prospérité allemande est un cauchemar pour 40% de ses citoyens

Michel santi 9 avril 2018

Le miracle économique allemand a ses côtés sombres, symbolisés par un excédent budgétaire massif de 1.2% du P.I.B. – soit 38.2 milliards d’euros en 2017 – qui plombe les infrastructures du pays qui se trouvent être les moins qualitatives de tous les pays riches et industrialisés. L’épargne publique démesurée allemande induit un sous-investissement naturel à l’intérieur même du pays et contribue accessoirement et de manière substantielle à déstabiliser le commerce mondial.

Les conséquences, pour l’Allemagne, de sa frugalité lui sont d’abord nocives à elle-même puisqu’elle figure annuellement entre la 16^{ème} et la 30^{ème} place au classement du World Economic Forum pour ce qui est de la qualité de ses infrastructures routières, ferroviaires et même pour l’état de sa connection internet ! Du reste, les pouvoirs publics donnent un mauvais exemple au secteur privé qui restreint, lui aussi et à son image, ses propres investissements dans l’outil de travail comme dans l’entreprise de manière générale.

Les réformes Hartz, également connues sous « Agenda 2010 », mises en place en 2003 et 2005 et largement commentées et analysées par moi au fil de multiples articles et d’ouvrages, n’expliquent pas à elles seules la conjoncture sociale et infrastructurelle allemandes très déprimées. Si le taux de chômage atteint désormais des records de baisse dans ce pays, le nombre d’heures travaillées par les allemands est en baisse constante et régulière depuis 20 ans. Sachons interpréter ces statistiques car il ne s’agit pas là d’un mouvement généralisé des travailleurs de ce pays ayant décidé de réduire leur nombre d’heures travaillées afin de profiter de leur temps libre dans un contexte national de boom du marché de l’emploi.

En réalité, l’explosion de la précarité en Allemagne raconte une tout autre histoire car cette déconnexion entre taux de chômage en baisse et réduction du nombre d’heures de travail se traduit par un cinquième des salariés allemands qui sont rémunérés dérisoirement, à savoir environ 11 euros de l’heure. Non contentes de présider à l’apparition d’une sous-classe de travailleurs – phénomène déjà en soi scandaleux au sein d’une Allemagne censée être riche et prospère-, les autorités de ce pays leur imposent en outre des taux de taxation aberrants, comme pour les punir de la misère où ils se retrouvent. Ces travailleurs allemands « low cost » doivent en effet s’acquitter d’un impôt de 45% sur leurs bas revenus qui se retrouve 13% au-dessus de la moyenne des autres pays de l’OCDE. En fait, depuis la création de ces statistiques en 2’000, c’est les bas revenus allemands qui trônent à la première place du point de vue du niveau de leur imposition.

Merkel a beau affirmer et répéter que les allemands vivent aujourd’hui « dans la meilleure Allemagne qui soit », elle semble ne pas être préoccupée outre mesure par cette armée de pauvres – voire de très pauvres – concitoyens n’ayant rien d’autre à part leur maigre salaire, aucun actif, aucune propriété, aucune épargne, quasiment rien sur leur compte bancaire. C’est effectivement pas moins de 40% de la population allemande qui se retrouve désormais exclue du mirage allemand et qui – selon un sondage de la chaîne ARD – place désormais les inégalités sociales quasiment au même rang que le problème des réfugiés sur la liste de leurs inquiétudes prioritaires.

Alors, la prospérité et le taux de chômage en Allemagne : miracle ou mirage ?